

l'Association Sasakawa pour l'Afrique
et le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation
à la vulgarisation

RAPPORT ANNUEL 2011 et 2012



« Nourrir l'avenir »



A propos de la SAA, de SG 2000 et de SAFE

Les projets agricoles de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) sont cogérés par deux organisations : la SAA et le programme Global 2000 du Carter Center à Atlanta en Géorgie (États-Unis). Il existe actuellement quatre projets nationaux Sasakawa-Global 2000 (SG 2000) – en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda – qui sont sous la tutelle de la SAA. Grâce au programme SG 2000, l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, et ses conseillers s'efforcent de fournir des orientations politiques aux dirigeants nationaux qui viennent appuyer les objectifs des projets du programme SG 2000. Le financement des projets SG 2000 est principalement assuré par la Nippon Foundation du Japon, dont le président du conseil

d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata.

La SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour assurer un leadership afin de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires.



Conseil d'administration de la SAA

(en décembre 2012)

Ruth K. Oniang'o, Kenya, Présidente
Masa Iwanaga, Japon, Vice-Président
Gebisa Ejeta, États-Unis
Jean F. Freymond, Suisse, Secrétaire
Jiro Hanyu, Japon
John Hardman, États-Unis
Katsumi Hirano, Japon
Masaaki Miyamoto, Japon
Shuichi Ohno, Japon
Nicéphore D. Soglo, Bénin

Fondateurs de la SAA

Ryoichi Sasakawa
Norman E. Borlaug
Président Jimmy Carter

Personnel principal de la SAA/ de SAFE

Direction

Masaaki Miyamoto, Japon,
Directeur exécutif
Juliana Rwelamira, Tanzanie,
Directrice générale de la SAA
Deola Naibakelao, Tchad,
Directeur général de SAFE

Encadrement supérieur

Andreas Oswald, Allemagne,
Directeur thématique, Amélioration de la productivité agricole
Leonides Halos-Kim, Philippines,
Directrice thématique, Systèmes post-récolte et agroindustrie
Justine Wangila, Kenya,
Directeur thématique, Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination
Abou Berthe,
Directeur national – Mali
Aberra Debelo,
Directeur national – Éthiopie
Sani Miko,
Directeur national – Nigéria

Roselline Nyamutale,
Directrice nationale – Ouganda

Robert Anyang,
Chargé de programme régional - PPP
et accès au marché

Rose Wanzie,
Chargée de programme régional - Systèmes
post-récolte et agroindustrie

Shushan Negussie,
Responsable administrative régionale,
Éthiopie

Asnakech Sisay,
Responsable financière régionale, Éthiopie

Maki Seki,
Chargée de programme, Japon

Sayako Tokusue,
Chargée de programme, Japon

Chizu Nakamoto,
Chargée de programme adjointe, Japon

Personnel associé à SAFE détaché de Winrock International

Mercy Akeredolu, Nigéria

Assa Kanté, Mali

Jeff Mutimba, Éthiopie

Un mot de la Présidente

Relever les défis d'un environnement en pleine mutation

Je suis ravie de saisir cette occasion de vous présenter notre Rapport annuel, qui couvre deux années d'activités, 2011 et 2012. Nous avons décidé d'amalgamer ces deux années parce qu'elles couvrent l'élaboration et la première année de mise en œuvre de notre Plan stratégique pour 2012-2016. Il nous a donc semblé logique de procéder ainsi, à un tournant dans l'histoire de nos deux organisations, l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) et le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE).

Ce tournant a été un moment décisif pour nos organisations. Comme signalé dans notre rapport d'avancement 2010, nous avons déjà restructuré notre vision, notre mission et nos buts organisationnels. Nous avons recruté de nouveaux membres du personnel, principalement issus d'Afrique, mais nous avons aussi amélioré la parité au sein de notre effectif puisqu'aujourd'hui quelque 40 pour cent de nos membres sont des femmes. J'ai été fière que ces changements interviennent durant ma première année aux fonctions de présidente.

Mais nous avons encore un nouveau cap décisif à franchir – élaborer une feuille de route pour générer plus de confiance, d'appui et d'impact par nos travaux, dans le cadre d'un Plan stratégique couvrant les cinq prochaines années, en consolidant l'héritage de notre organisation. Le souhait fondamental de nos pères fondateurs resterait toujours le même – améliorer la productivité des denrées alimentaires de base pour les petits producteurs d'Afrique afin de combattre la faim et l'insécurité alimentaire. Au fil des ans, nos projets nationaux Sasakawa-Global 2000 (SG 2000) ont touché des milliers de vulgarisateurs en première ligne et plusieurs millions d'agriculteurs répartis dans 14 pays d'Afrique. Ils ont testé des technologies à plus haut rendement pour le maïs, le blé, le riz, les légumineuses à grain et les racines et tubercules,



La Présidente de la SAA, Ruth Oniang'o, rend visite à des productrices du district de Mityana dans le centre de l'Ouganda

misés au point par des organisations nationales de recherche africaines, en collaboration avec les centres internationaux de recherche agricole. C'est une aventure de 25 ans – impulsée par l'énergie et le charisme infatigables de Norman Borlaug, les talents politiques du Président Jimmy Carter et la générosité de la Nippon Foundation, quasiment notre seul bailleur de fonds, avec le soutien indéfectible de son Président, Yohei Sasakawa.

Les changements que nous avons décidé d'apporter et d'intégrer à notre Plan stratégique étaient en partie impulsés par l'environnement nouveau et radicalement différent dans lequel nous travaillons désormais. Nous avons décidé de rediriger les ressources pour aider les agriculteurs de subsistance très pauvres, et notamment les femmes, qui ne disposaient pas des biens physiques pour réussir à générer un revenu raisonnable. Nous sommes convenus que ceux et celles ayant une santé et une éducation suffisantes devaient être aidés à sortir en partie de l'agriculture de subsistance pour participer plus activement aux marchés ruraux. En outre, nous avons décidé d'aider ces groupes à mettre sur pied des entreprises agroindustrielles viables, pour qu'ils puissent devenir des éléments indispensables de la chaîne de valeur, avec des améliorations en termes de productivité et de qualité au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits.

Au fil des ans, les petits producteurs étaient devenus de plus en plus conscients de l'importance de la chaîne de valeur. Il ne suffisait plus d'adopter une technologie pour accroître la productivité, même si les intrants étaient effectivement disponibles. Pour progresser, les agriculteurs avaient besoin de s'approprier davantage les techniques de valorisation qui existaient plus en amont de la chaîne de valeur. Pour y parvenir, il fallait créer des organisations paysannes viables susceptibles de résoudre les difficultés post-récolte et les problèmes de commercialisation, tout en faisant appel à un éventail plus large de prestataires de services et d'organisations, y compris le secteur privé.

Pour apporter à l'agriculture familiale le point de vue des petits producteurs, il fallait aussi déployer un effort massif de renforcement des capacités afin d'élargir les compétences du personnel de vulgarisation en première ligne. Les agriculteurs très pauvres – souvent des femmes – sont généralement exclus des principaux courants des programmes de vulgarisation. Bien trop souvent, elles sont condamnées à besogner dans la plus grande solitude. Il fallait que cela change.

À cet effort, il convient d'ajouter les enseignements tirés de SAFE, qui a été décrit comme notre contribution la plus significative au renforcement des capacités institutionnelles depuis son lancement à l'Université de Cape Coast au Ghana voilà près de 20 ans. Pourtant, même SAFE ne se repose pas sur ses lauriers – et de nouveaux cursus orientés sur la chaîne de valeur ont dû être développés et lancés par les universités participantes.

Devant la rapide mutation du monde qui entoure les petits producteurs d'Afrique – qui souligne notre besoin d'embrasser le changement à bras le corps – nous avons conçu notre Plan stratégique, couvrant les cinq prochaines années de

Un mot de la Présidente

Relever les défis d'un environnement en pleine mutation



Réorienter les ressources pour aider les agricultrices de subsistance

nos opérations. Le Plan a été élaboré au fil d'un processus consultatif et participatif à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation. Les parties prenantes, les partenaires et le personnel de la SAA ont exprimé leurs opinions et formulé leurs contributions concernant les orientations, les options et les opportunités futures. Nous avons défini ce que nous espérons pouvoir accomplir et les ressources dont nous aurons besoin pour atteindre nos buts.

Et c'est sur une note nostalgique que je terminerai ce message – la mort de Chris Dowswell, lequel avait contribué à créer la vision et donné corps au Plan et qui avait assisté à son adoption par le conseil à Bamako en novembre 2011 avant sa disparition brutale quelques jours plus tard. Il est impossible d'évaluer son extraordinaire contribution à l'organisation. Il nous manque encore profondément.

Le Plan, qui sera décrit plus en détail dans les pages de ce rapport annuel, est l'hommage durable que nous tenions à rendre à celui qui restera pour toujours notre Chris.

Hon. Prof. Ruth K Oniang'o
Présidente de la SAA
Présidente du Conseil d'administration
de l'Association
Sasakawa pour l'Afrique
Nairobi



Ruth Oniang'o se targue d'une brillante carrière au cours de laquelle elle a été enseignante, chargée de programme de développement et parlementaire. Ainsi, elle a été professeure de science alimentaire et de nutrition à l'Université d'agriculture Jomo Kenyatta à Nairobi. Fondatrice et rédactrice en chef de l'African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development, elle est aussi chargée de programme auprès de Rural Outreach Programme, une ONG basée au Kenya qui soutient les agriculteurs pauvres en ressources exerçant des activités de production et de transformation agroalimentaire au niveau communautaire. Amenée à siéger au sein de divers conseils internationaux, tels que le Centre international de développement des engrais (IFDC), l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et le Centre australien de la recherche agricole internationale (ACIAR), elle a également fait partie de différents comités consultatifs à l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Initiative Harvest Plus, la Fondation Bill & Melinda Gates et l'Initiative Africa College de l'Université de Leeds. Elle a été membre du parlement kényan de 2002 à 2007 et porte-parole de l'opposition en matière d'éducation et fait partie du groupe thématique du gouvernement kényan sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Titulaire d'une licence et d'une maîtrise qui lui ont été décernées par l'Université de l'État de Washington aux États-Unis, elle a décroché son doctorat à l'Université de Nairobi.

Rapport de gestion de la Directrice générale

Au cours des deux années 2011 et 2012, la SAA a achevé sa transformation, passant d'une organisation fortement décentralisée spécialisée dans le développement des petits producteurs avec un seul bailleur de fonds et peu de mécanismes formels pour mesurer son obligation redevable, à une organisation plus structurée à plusieurs donateurs dotée d'objectifs d'impact plus clairs et de mécanismes précis pour mesurer les progrès accomplis.

La restructuration a rendu la SAA plus dynamique, plus compétitive et plus responsable. Une meilleure planification des programmes et une mise en œuvre plus poussée, liées à des cadres logistiques présentant des jalons et des livrables plus précis, deviennent de plus en plus de rigueur. De nouvelles approches de gestion financière plus performantes ont été mises en place et les processus de budgétisation ont été énormément améliorés. Un système d'évaluation des performances du personnel a été conçu afin de guider les augmentations de salaire du personnel sur la base des performances.

Au niveau thématique, les unités de l'Amélioration de la productivité agricole (APA), des Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI), des Partenariats public-privé et accès au marché (PPP/AM) et du Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D) ont finalisé le recrutement des membres de leur équipe dans les quatre pays phares, en étroite collaboration avec les Directeurs nationaux. En Éthiopie, on a recruté davantage de chargés de programme (par rapport aux autres pays) compte tenu du grand nombre de projets en cours et du fait de la lourde charge de travail associée au projet financé par la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG). À la fin de janvier 2012, toutes les thématiques avaient finalisé leurs notes conceptuelles et leurs documents de procédure pour guider les équipes dans les pays phares et elles ont donc organisé des réunions de planification afin d'internaliser les procédures.

Néanmoins, il reste encore bien du pain sur la planche pour renforcer les capacités du personnel, et il subsiste des problèmes en termes de qualité et de performances. Si l'approche de gestion matricielle est mieux comprise par le personnel de la SAA et de SAFE, grâce à des formations et des stages de reconversion, le recrutement de nouveaux membres fait de cette démarche un processus continu. De même, davantage d'efforts sont requis pour améliorer la consultation et le retour d'informations entre les Directeurs thématiques (DT) et les Directeurs nationaux (DN). On a souvent dressé un parallèle entre un architecte et un entrepreneur pour clarifier les différentes attributions des DT et des DN.

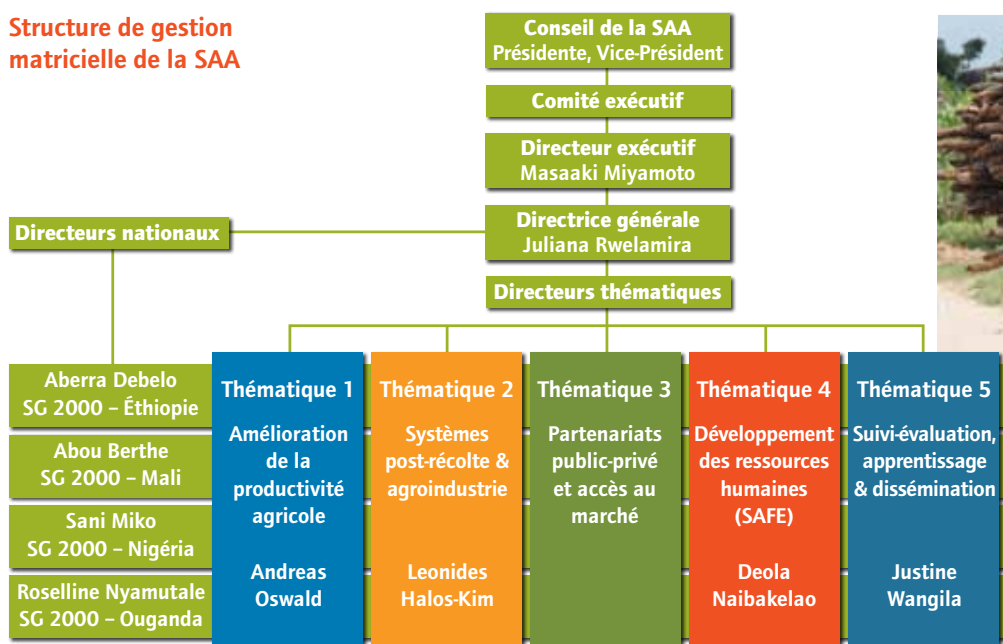
Planification stratégique

L'exercice de planification stratégique de la SAA a débuté en 2008 lorsque des négociations ont eu lieu avec la FBMG en vue d'un programme conjoint de grande envergure. Dans le cadre de ce processus, la FBMG a octroyé à la SAA une enveloppe de planification de 400 000 dollars US. Grâce à cette subvention et au financement de base de la SAA, des discussions poussées et multiples ont pu avoir lieu avec des parties prenantes dans chacun des quatre pays phares, et avec le personnel de la SAA. Puisque la FBMG allait être un important investisseur dans ce projet, elle a demandé à KPMG de procéder à un « examen de diligence » de la gestion de la SAA et la FBMG a conservé plusieurs consultants pour contribuer à l'élaboration du projet.

À l'issue de ce processus – et suite aux conseils d'administration de la SAA en 2009 et 2010 – est née la nouvelle structure organisationnelle de la SAA constituée de cinq programmes thématiques et l'adoption d'un système de gestion matricielle.

Sur la base de cette structure, et avec la pleine collaboration de notre personnel, nous avons élaboré notre plan stratégique – dont l'appropriation par le personnel a encore été renforcée par une Retraite de planification stratégique organisée à Addis Abeba en mai 2011.

Structure de gestion matricielle de la SAA



Un agriculteur nigérian transporte du petit mil depuis son champ jusqu'à chez lui

Encadré 1. La vision, la mission et les buts stratégiques de la SAA

Vision de la SAA

Une Afrique rurale où la sécurité alimentaire est meilleure et où fleurissent davantage de petits producteurs commerciaux prospères.

Mission de la SAA

Transformer les services consultatifs africains de vulgarisation dans les pays partenaires pour faire en sorte qu'ils garantissent une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages et une participation plus rentable aux activités commerciales le long de la chaîne de valeur, tout en respectant les ressources naturelles.

Buts stratégiques de la SAA

1. Établir des plateformes d'apprentissage agricole rentables qui améliorent la productivité des systèmes alimentaires des petits exploitants, notamment pour les agricultrices pauvres en ressources et celles qui ont de faibles niveaux de performances techniques, et renforcer ainsi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.
2. Permettre aux petits exploitants de capturer une plus grosse proportion des avantages économiques inhérents aux chaînes de valeur des denrées agricoles.
3. Créer des partenariats public-privé qui soutiennent financièrement la prestation de services de vulgarisation pour un développement agricole optimisé des petits exploitants et qui renforcent l'accès à un marché rentable.
4. Consolider les systèmes de vulgarisation agricole par le renforcement des capacités des professionnels de la vulgarisation et des petits exploitants afin d'accélérer la productivité agricole et de créditer davantage de chaînes de valeur compétitives.
5. Établir des systèmes informatisés de gestion de l'information et des connaissances qui permettent une adaptation, une modification et un changement des technologies et des approches, améliorent l'efficacité et les impacts et communiquent des leçons et des bonnes pratiques pour une prise de décisions opportune et fondée sur la preuve.

La nouvelle vision de la SAA, sa mission et ses buts stratégiques sont résumés dans l'Encadré 1 par des entités du secteur privé, des ONG et des organisations paysannes.

La SAA a conçu une stratégie de développement à deux volets, l'un contre la faim et l'autre contre la pauvreté, ainsi qu'une série d'interventions de programmes qui couvrent une plage beaucoup plus large de la chaîne de valeur. Nos travaux de lutte contre la faim sont principalement axés sur les petits producteurs, dont la moitié sont des femmes, qui ont traditionnellement été négligés par les services de vulgarisation, et dont la majorité sont des « acheteurs nets de nourriture » pendant l'année, ce qui veut dire qu'ils ne produisent pas assez pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille et, même s'il est probable qu'ils vendent un petit volume de produits, ils achètent plus de denrées qu'ils n'en vendent – ou bien ils souffrent de la faim. Il s'agit des petits producteurs dont la principale préoccupation est la sécurité alimentaire. Ceux qui sont ciblés par nos actions de lutte contre

la pauvreté sont déjà des vendeurs nets de denrées alimentaires ou bien ils ont le potentiel de le devenir. Ce sont les petits exploitants tournés vers le commerce auxquels nous voulons apporter notre soutien.

Nous avons l'intention de consacrer plus ou moins la même somme à nos deux objectifs de sécurité alimentaire et de développement commercial des petits producteurs. Dans le cadre de la thématique 1 la sécurité alimentaire est notre objectif prioritaire, tandis que la thématique 2 se concentre sur la protection des céréales stockées par les ménages et le développement de systèmes agroindustriels à l'extérieur de la ferme pour les producteurs pauvres en ressources, et notamment les femmes.

Le volet « développement des petits producteurs » de notre stratégie englobe les thématiques 2 et 3 où les agriculteurs sont mobilisés et soutenus pour produire de manière performante des produits destinés au marché, qui satisfont aux normes de qualité et aux engagements contractuels tout en étant sensibles aux signaux du marché en matière de prix. Les agriculteurs ciblés sont principalement des « vendeurs nets de produits alimentaires » qui travaillent dans des organisations paysannes pour accéder aux autres acteurs du marché.

Une fois que notre programme et nos systèmes de gestion seront pleinement opérationnels et que nous serons satisfaits de leurs résultats (en principe, à mi-parcours du plan stratégique), il est probable que nous élargirons notre centre d'intérêt pour inclure une gamme plus variée d'entreprises agricoles, notamment celles qui offrent plus de valeur aux petits producteurs.

La mise en place concrète du plan stratégique de la SAA a été notre principal objectif pour l'année 2012.

Recrutement du personnel d'encadrement supérieur

Le recrutement du personnel au cours des deux années considérées par ce rapport traduit les nouvelles priorités de la SAA.

Roselline Nyamutale a pris ses fonctions de Directrice nationale pour l'Ouganda en février 2011. Vétérinaire de formation, elle dispose d'une expérience considérable dans la gestion des projets de développement rural. Elle vient conforter les compétences techniques de la SAA dans le domaine de l'élevage à mesure que nous élargissons nos activités, en passant des cultures à une sphère plus large de la productivité agricole, avec la promotion des améliorations apportées à l'élevage, y compris au secteur aviaire.

Nous n'avons pas encore recruté le Directeur de notre thématique 3, un portefeuille dont je m'occupe depuis 2011. Toutefois, Robert Anyang, le Chargé de programme régional de la thématique 3, partage la charge de travail depuis l'Ouganda. Il a été recruté en août 2011. Durant 2012, l'équipe dirigeante a décidé de décentraliser la direction de la thématique 3, en raison du fait que, contrairement aux autres, la T3 est fortement tributaire du site en termes de développement de programmes. La T3 cherche à forger des partenariats, à conclure des accords et cela nécessite une parfaite maîtrise de la langue et de la culture. Par conséquent, il a été décidé de renforcer les deux pays qui ne disposent pas de directeurs nationaux adjoints (DNA), le Mali et le Nigéria. Les tandems DN-DNA peuvent diriger le personnel de la T3. Par conséquent, on estime qu'il n'est sans doute pas nécessaire d'avoir un DT.

Habtu Asefa a pris ses fonctions en février 2011 comme Directeur national adjoint pour SG 2000-Éthiopie et Coordonnateur du « Projet de renforcement de la vulgarisation agricole » financé par la FBMG.

Rose Wanzie a été recrutée au sein de l'équipe régionale de la thématique 2 (Systèmes post-récolte et agroindustrie). Elle dispose d'une solide expérience dans la manutention post-récolte des céréales. Elle travaille depuis l'antenne de l'Ouganda.

Senayt Yetneberk, Chargé de programme de la SAA et Coordonnateur du projet de Coopératives de transformatrices agricoles financé par la JICA, a rejoint SG 2000-Éthiopie en novembre 2010. Kazuya Inui nous a rejoints en juin 2011 comme Coordonnateur du projet sur la diversification des petits producteurs du Tigré, financé par la JICA. Il est épaulé par Abera Gebreamlak, Chargé de programme de la SAA, qui a pris son poste en juillet 2011. Sept chargés de programme ont été recrutés pour le projet financé par la FBMG – et trois autres pour les projets financés par la JICA.

Chizu Nakamoto a rejoint le bureau de Tokyo comme Chargée de programme.

Reconnaissant la compétitivité croissante du marché de l'emploi en Afrique (comme on l'a vu, notamment, en Ouganda), la SAA élabore un solide programme de développement du personnel. En novembre 2011, le conseil d'administration de la SAA a approuvé la création d'une caisse de 50 000 dollars – le Fonds Borlaug pour l'épanouissement professionnel du personnel – en appui à la motivation du personnel désireux de suivre des études et d'obtenir des qualifications dans des domaines pertinents pour leurs carrières professionnelles.

Enfin, le système d'information de gestion de la SAA a trouvé ses marques au sein de l'organisation – tout particulièrement pour le partage de l'information par les comptables internes – ce qui permet d'accroître la vitesse et l'exactitude des informations essentielles de gestion.

Mobilisation des ressources

Comme indiqué dans le Plan stratégique, depuis sa création, la SAA a bénéficié du soutien solide et assidu de la Nippon Foundation, la plus grande organisation humanitaire du Japon. Un tel soutien à long terme est rare et a permis à la SAA de se concentrer sur la mise en œuvre de son programme avec cohérence. Par conséquent, les niveaux de financement ont été relativement constants ces dernières années, ce qui a bridé les capacités de la SAA et de SAFE dans leur désir d'élargir leurs travaux.

Toutefois, grâce au nouveau partenariat avec la FBMG et compte tenu des défis que représentent les nouvelles cibles identifiées dans le Plan stratégique, la SAA a réussi à diversifier ses sources de financement, ce qui lui a permis d'accroître ses budgets annuels de 50 pour cent.

Outre la Nippon Foundation, la SAA reçoit un financement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et de la FBMG. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) soutient actuellement deux projets de la SAA, le projet Achats pour le progrès du Programme alimentaire mondial (PAM-P4P) et celui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Éthiopie. Le programme SG 2000 - Nigéria de la SAA a participé aux phases I et II du projet

USAID-MARKETS. Toujours au Nigéria, quatre États – Adamawa, Bauchi, Zamfara et Jigawa – ont signé des accords avec la SAA pour lui procurer un soutien supplémentaire hors du cadre du programme SG 2000 - Nigéria. Toutefois, Bauchi n'a pas encore débloqué les fonds promis au programme. Entre-temps, en 2012, des discussions se sont poursuivies avec le ministère fédéral en charge de l'Agriculture et du Développement rural du Nigéria, en vue d'un essor majeur dans tout le pays du programme de la Sasakawa.

Une collaboration avec des bailleurs de fonds multilatéraux est née du programme d'Achats pour le progrès (P4P) du Programme alimentaire mondial en Éthiopie, au Mali et en Ouganda et avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) dans le cadre de l'Initiative Mil et Sorgho (Phase II). En 2012, SG 2000 - Mali a mis en œuvre un projet d'urgence d'appui à la petite agriculture financé par l'Ambassade des Pays-Bas au Mali.

Des domaines de préoccupation, sur lesquels nous n'avons aucun contrôle, sont apparus en 2012 avec la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Mali et des flambées d'actions terroristes dans le nord du Nigéria. Bien évidemment, notre priorité première doit toujours être la protection et le bien-être de notre personnel. Toutefois, nos programmes dans ces deux pays ont réussi à tenir le cap même si, inévitablement, une partie de nos activités de terrain ont dû être suspendues dans les secteurs jugés poser des risques pour notre personnel.

Juliana Rwelamira
Directrice générale



Feu Chris Dowswell, Directeur exécutif de l'Association Sasakawa pour l'Afrique, en compagnie de l'ancien Président du Mozambique, Joaquim Chissano, lors du Symposium Borlaug en juillet 2010, à Addis Abeba.

Juliana Rwelamira écrit : « la disparition soudaine de Chris Dowswell en novembre 2011 nous a pris par surprise et a ébranlé l'organisation tout entière au plus profond d'elle-même. Chris était un modèle qui savait nous motiver et il n'y a pas un membre du personnel qui n'a pas été profondément secoué par sa disparition. Nous ne pouvions réagir que d'une seule façon – nous engager à travailler encore plus dur pour faire en sorte que les efforts de Chris en faveur de l'amélioration des moyens de subsistance des petits producteurs africains ne soient pas inutiles. Nous sommes résolument décidés à atteindre les objectifs que nous avions fixés avec lui. »

THÉMATIQUE 1

Amélioration de la productivité agricole

En 2011, l'équipe de l'Amélioration de la productivité agricole (APA) a mis en œuvre pour la première fois l'approche renforcée des plateformes d'apprentissage agricoles (PAA). Après avoir testé l'efficacité de nos démonstrations sur le terrain – parcelles à option technologique (TOP) et Démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) – tout au long de 2009 et 2010, nous avons intensifié nos activités de renforcement des capacités avec des agents de vulgarisation et des agriculteurs.

Les vulgarisateurs ont participé à au moins trois sessions de formation et d'apprentissage avec le personnel de la thématique APA. Armés de cette formation, ils étaient mieux équipés pour former les agriculteurs et amorcer la dissémination de technologies améliorées et de meilleures pratiques agricoles. Cette approche est plus gourmande en temps et en ressources que les seules démonstrations sur le terrain mais elle renforce l'acquisition de nouvelles compétences et de connaissances parmi les vulgarisateurs et les agriculteurs. Une meilleure maîtrise des technologies et des pratiques de base et plus avancées, conjuguée à une meilleure appréciation du système agro-écologique dans lequel ils exercent leurs activités, aidera les agriculteurs à prendre les bonnes décisions pour améliorer la productivité et les rendements de leur exploitation.

Notre conception du renforcement des capacités est donc le facteur le plus important pour un processus de développement durable. Ce changement de cap impliquait non seulement une nouvelle orientation pour l'équipe en charge de l'APA mais aussi pour les agents de vulgarisation. Les démonstrations sur le terrain sont devenues des sites d'apprentissage et non plus une fin en soi. Une culture en pleine santé dans les parcelles de démonstration ne veut pas dire pour autant que la SAA et les vulgarisateurs ont fait du bon travail ; désormais, leur performance se mesure au taux d'adoption et au nombre d'agriculteurs qui bénéficient des technologies et qui possèdent suffisamment de connaissances pour les adapter à leurs



Des agriculteurs ougandais visitent une parcelle de variétés communautaires

circonstances propres. C'est la raison pour laquelle nous nous écartons des recommandations strictes en matière de taux d'application d'engrais ou de densités d'ensemencement pour expliquer les principes mêmes des technologies, de façon à ce que les agriculteurs ne se contentent pas de les copier mais les comprennent et soient capables de réagir à l'évolution des conditions environnementales et économiques.

Les activités de renforcement des capacités ont été considérablement valorisées. Près de 1 500 vulgarisateurs et autres agents ont été formés, qui ont à leur tour formé quelque 31 000 agriculteurs et plus de 3 300 parcelles de démonstration ont été mises en œuvre dans quatre pays, pour la plupart destinées à des femmes (*Tableau 1*). Les vulgarisateurs ont travaillé avec près de 18 000 adeptes précoces, des agriculteurs qui ont testé une technologie introduite par la SAA sur leurs propres champs et à leurs propres coûts. Les vulgarisateurs ont aussi organisé et participé à 270 journées champêtres qui ont accueilli quelque 27 000 visiteurs.

Fort de ces expériences, l'équipe en charge de l'APA a participé à l'élaboration du nouveau plan stratégique de la SAA pour 2012-2016. Le plan reconnaît la nouvelle approche et les plateformes d'apprentissage agricole comme étant le pivot de la méthodologie de vulgarisation de la SAA. En outre, il fixe des objectifs ambitieux pour l'équipe de l'APA sur la période quinquennale. Si les ressources le permettent, l'équipe devrait pouvoir influencer 400 000 familles de paysans, pour la plupart des agriculteurs de subsistance, des petits producteurs, dont la sécurité alimentaire est précaire pendant plusieurs mois de l'année. Toutefois, l'accroissement de la productivité devrait déboucher non seulement sur la sécurité alimentaire mais aussi permettre aux agriculteurs de mieux mettre leurs produits sur le marché pour générer un revenu. Par conséquent, les activités de l'APA constituent le point de départ de l'approche par chaîne de valeur, selon le raisonnement logique qui veut qu'une plus grande productivité agricole débouche sur une production excédentaire, à laquelle l'entreposage et la transformation ajoutent de la valeur avant de pénétrer sur le marché pour répondre à la demande des clients et décrocher de meilleurs prix.

De nouveaux projets ont été lancés et le nombre d'agriculteurs impliqués dans les initiatives en cours a progressivement augmenté en 2012 à mesure que l'équipe de l'APA multipliait

Tableau 1. APA – Plateformes d'apprentissage agricole en 2011 et 2012

Cultures : maïs, sorgho, blé, millet, riz, orge, teff, soja, haricots, arachide, niébé, sésame, igname, manioc, patate douce, pomme de terre, légumes.

Technologies : variétés, engrais : microdosage, types d'engrais et application, densité des semis, plantation en ligne, semis direct, contrôle des maladies et des ravageurs, herbicides, culture intercalaire, semences de qualité, conservation du sol et de l'eau, inoculant pour légumineuses.

Année	2011	2012
Training		
Vulgarisateurs	953	1 276
Autres agents	492	321
Agriculteurs	31 200	51 200
Démonstrations sur le terrain		
TOP	947	922
WAD	2 308	2 829
CVP	114	167
Adeptes précoces	17 902	32 532
JOURNÉES CHAMPÊTRES	269	267
Visiteurs	26 724	59 097



ses activités. L'équipe de l'APA a mis en œuvre près de 4 000 parcelles de démonstration et formé environ 1 600 vulgarisateurs et autres agents. Les vulgarisateurs ont eux-mêmes formé plus de 51 000 agriculteurs et initié quelque 32 000 adeptes précoces aux technologies nouvellement introduites. Nous avons également testé une nouvelle démonstration sur le terrain, la parcelle de variétés communautaires (de l'anglais Community Variety Plot – CVP). Cette démonstration est souvent gérée par des vulgarisateurs et présentent plusieurs nouvelles variétés de cultures connues ou non des agriculteurs. Le concept a été bien accueilli par les agriculteurs qui ont pu comparer pour la première fois différentes variétés de maïs ou d'arachide par exemple, puis faire leur choix pour la nouvelle campagne. De même, nous avons reçu le soutien de plusieurs sociétés semencières privées qui ont saisi cette opportunité non seulement pour présenter leurs nouvelles variétés aux agriculteurs mais aussi pour recueillir leurs réactions et se faire ainsi une meilleure idée des caractéristiques les plus importantes aux yeux des agriculteurs, et de celles qui ne sont pas souhaitées. À l'avenir, nous incluons les CVP dans les PAA qui soutiennent la dissémination de variétés améliorées et de semences de qualité.

L'équipe en charge de l'APA a aussi progressivement détourné ses efforts des démonstrations sur le terrain pour s'attacher davantage au renforcement des capacités et au suivi des travaux des vulgarisateurs dans leurs prestations de services aux agriculteurs. La prochaine étape consistera à mieux comprendre et à assurer un suivi des adeptes précoces, pour les inciter à participer à des activités de formation et faire en sorte

que les vulgarisateurs leur rendent fréquemment visite dans leur exploitation. L'équipe en charge de l'APA, ainsi que les vulgarisateurs, ont recueilli des informations sur les adeptes précoces (Tableau 2). Pour approfondir notre analyse, il nous faudra le soutien et la collaboration de l'Unité Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination de la SAA. Il est nécessaire d'évaluer et de vérifier notre modèle de vulgarisation et d'identifier les meilleures options pour préserver notre efficacité et notre efficacité et être capable de démultiplier durablement le déploiement de technologies améliorées.

En 2011 et 2012, la SAA s'est activement portée candidate pour plusieurs projets de développement dans nos quatre pays phares. Pour mettre en œuvre ces activités, l'équipe en charge de l'APA a recruté de nouveaux membres du personnel et son effectif est passé de 8 à 15 coordonnateurs thématiques et chargés de programme. Bien que la main-d'œuvre ait presque doublé, il reste difficile d'assumer toutes les tâches supplémentaires sans compromettre nos activités ordinaires et la qualité de notre travail. Pour atteindre les objectifs fixés par le Plan stratégique, il nous faudra augmenter encore notre personnel. Un défi supplémentaire a été et sera l'intégration de nouveaux domaines d'activités, qui nous sont souvent demandés par les services nationaux de vulgarisation agricole et par les projets financés par les bailleurs de fonds, tels que l'élevage, l'apiculture ou encore la production maraîchère et fourragère. À cet égard, nous pouvons compter sur des années à venir difficiles mais passionnantes tandis que nous cherchons à diversifier nos services afin d'aider les agriculteurs africains à améliorer leurs conditions de vie.

Un groupement de femmes maliennes rassemblé autour de leur démonstration par bon destinée aux femmes (WAD)



Tableau 2. Nombre d'adeptes précoces ayant testé des technologies améliorées pour différentes cultures dans des districts désignés de l'Ouganda

Culture/Technologie	Riz	Maïs	Arachide	Soja	Total
Semis en temps voulu	121	230	44	47	442
Espacement correct entre les plants	78	71	77	28	254
Sarclage en temps voulu	26	50	89	63	228
Manutention après-récolte	23	69	23	63	178
Emploi et taux d'application d'engrais	112	1 010	130	164	1 416
Total	360	1 430	365	365	2 518

THÉMATIQUE 2

Systèmes post-récolte et agroindustrie

La thématique 2 se penche sur l'amélioration de la manutention post-récolte et le sous-secteur de la chaîne de valeur ayant trait à l'agrotransformation. Dans tous les pays phares de la SAA, la gestion après récolte des cultures est un secteur agricole dont la croissance est jugée prometteuse en termes de source d'emplois, de génération de revenus et pour assurer la sécurité alimentaire. Le grand défi consiste à rendre les agriculteurs et les transformateurs compétitifs avec des produits de qualité et à forte valeur ajoutée pour répondre aux exigences du marché.

Conformément au nouveau Plan stratégique de la SAA, la thématique 2 entend accroître la productivité en réduisant les pertes lors de la manutention et du stockage post-récolte, ce qui permettra d'augmenter les denrées disponibles et de rehausser les revenus grâce à des activités de valorisation. On y parvient essentiellement en améliorant les connaissances des agriculteurs et en rendant accessibles des technologies qui leur permettent de s'emparer des avantages économiques de leurs activités agricoles tout en contribuant à une plus grande sécurité alimentaire.

Le programme PRAI promeut des pratiques et des technologies améliorées de manutention post-récolte ainsi que la formation nécessaire au développement des compétences. PRAI assure également un suivi des agriculteurs et des transformateurs et il contribue au développement d'entreprises d'agrotransformation en dehors de la ferme.

De 2011 à 2012, les activités de la thématique 2 ont été menées à bien par une équipe de 17 membres regroupant un Coordonnateur thématique et des chargés de programme dans chaque pays. Un chargé de programme régional a également été recruté pour traiter de la réduction des pertes lors du stockage après récolte et pour contribuer à la mise en œuvre du programme.

L'évaluation des contraintes et des opportunités dans nos différents domaines d'intervention a permis à l'équipe de choisir les technologies qui présentent les attributs souhaités



Entreprise de transformation du garri au Nigéria. À l'issue d'une évaluation des besoins dans l'État d'Adamawa, la SAA a fourni à un groupement de femmes l'équipement nécessaire à la transformation du garri et la formation pertinente concernant son fonctionnement et la gestion d'une entreprise. Le groupe transforme à présent 270 à 350 kg de manioc à l'heure, contre 10 à 15 kg à l'heure auparavant, avec la méthode traditionnelle.

en termes de simplicité, de coût raisonnable, de répliquabilité et de mobilité. Les options technologiques sont conjuguées pour répondre aux exigences de la chaîne de valeur agricole considérée. Dans la plupart des cas, la première intervention pour améliorer la manutention post-récolte est une initiative de sensibilisation à l'importance d'une bonne gestion pour éviter les pertes le long de la chaîne alimentaire avant de recommander des options technologiques en vue d'accroître l'efficacité du processus.

En 2011 et 2012, on a vu la promotion de technologies de transformation des céréales, y compris des moissonneuses, des batteuses/égrenuses et des nettoyeuses. Les équipes PRAI donnent la priorité aux améliorations des systèmes de transport et des installations de stockage au niveau de la ferme afin de mettre un terme aux pertes post-récolte et à la détérioration de la qualité.

Des technologies ont aussi été introduites pour d'autres cultures prioritaires à valeur commerciale, comme le manioc au Nigéria et en Ouganda, et l'arachide au Mali et au Nigéria. En Éthiopie, des technologies de transformation du lait et des épices ont été présentées à des groupements de femmes.

Renforcer les capacités de vulgarisation afin de dispenser des formations

La mise en place de plateformes d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte (PHELP) est une stratégie primordiale pour faciliter l'adoption et la mise à l'échelle des technologies PRAI. Les PHELP servent à démontrer des options technologiques recommandées pour améliorer la manutention post-récolte des principales cultures vivrières dans la localité et pour démontrer la faisabilité de l'établissement d'une entreprise commerciale.

La mise en place des PHELP exige la participation active des bénéficiaires, notamment les vulgarisateurs, les producteurs et les agrotransformateurs. Le coût d'établissement d'une PHELP est partagé avec les utilisateurs identifiés de manière à leur inculquer la notion « d'appropriation » et pour garantir une stratégie de sortie durable des groupes soutenus. Dans tous les pays, les bénéficiaires ont fourni les terres et les bâtiments pour abriter les engins ainsi que la main-d'œuvre pour la construction associée. Les programmes-pays PRAI ont fourni les engins et la formation relative à leur fonctionnement et à leur entretien.

En 2011 et 2012, 100 PHELP (50 en Éthiopie, 30 au Mali, 8 au Nigéria et 12 en Ouganda) ont été dotées des technologies requises et des vulgarisateurs ont appris à les gérer et à les exploiter. Un comité de gestion élu par les membres du groupe reçoit une formation pour apprendre à gérer la PHELP. Dans un premier temps, le groupe est supervisé par des vulgarisateurs qualifiés jusqu'à ce qu'il soit capable de gérer la PHELP par ses propres moyens.

En plus de l'exploitation des PHELP, des démonstrations de terrain et des formations ont été assurées par les équipes nationales. Elles permettent un accès facile à l'information sur les options technologiques améliorées préconisées par PRAI.

Des prestataires de services privés ont été engagés par la thématique PRAI afin d'accélérer l'adoption et la mise



à l'échelle des technologies améliorées de stockage et de manutention. Ils fournissent aux petits producteurs et aux transformateurs un accès important aux technologies – donc la clé pour améliorer leurs opérations.

La SAA identifie et soutient des individus audacieux, motivés par les démonstrations de terrain et par leurs expériences avec les PHELP. Ils sont formés en gestion agroindustrielle, apprennent les modes de fonctionnement et d'entretien des technologies préconisées et sont mis en rapport avec des distributeurs et des magasins d'engins agricoles et de pièces détachées pour répondre aux besoins d'entretien de leurs machines. Le succès de cette stratégie dépendra du type de technologies et des opportunités de marché susceptibles d'être créées par l'amélioration du processus.

Les équipes ont signalé des exemples couronnés de succès lorsque les technologies étaient achetées par des particuliers pour améliorer leurs opérations et proposer des services d'agrotransformation à d'autres producteurs. On constate une augmentation du nombre de prestataires de services dans chaque pays.

Soutenir le développement d'entreprises d'agrotransformation, notamment gérées par des femmes

Le programme PRAI travaille à l'autonomisation des productrices à travers l'accès à des informations importantes, à des formations et aux technologies qui leur permettent de gagner du temps, d'améliorer la qualité de leurs produits et d'augmenter leur revenu. Ce soutien a suffisamment renforcé leur confiance pour qu'elles développent leurs capacités entrepreneuriales.

Analyse coûts/ avantages de la transformation du garri au Nigéria

POSTES DE DÉPENSES	Coût (\$)
A Coûts fixes annuels	
• Investissement initial	5 454,50
• Amortissement des machines	627,00
• Amortissement de la structure	50,20
• Frais d'entretien et de réparation	40,80
Total des coûts fixes annuels	718,00
B Coûts variables annuels	
• Matière première (manioc à 100 \$/tonne)	2 048,30
• Carburants et lubrifiants	39,80
• Bois de feu	45,40
• Frais des opérateurs	338,90
• Transport	338,90
• Réparations mineures	9,40
• Main-d'œuvre (femmes et enfants)	83,40
Total des coûts variables annuels	2 904,10
C Coûts annuels des opérations (A + B)	3 622,10
D Volume annuel de manioc transformé (kg) @100 \$/tonne	19 044,00
E Recettes annuelles brutes sur produits et services	8 027,30
• Garri	6 288,60
• Amidon	1 377,30
• Revenu des services de râpage	361,40
F Recettes annuelles nettes (E moins C)	8 027,30
G Rendement/ coût total	1,25
F Rendement/ coûts variables	1,57



Adoption et déploiement d'une batteuse à teff en Éthiopie. La SAA a introduit une batteuse polyvalente compacte qui traite entre 500 et 600 kg de teff à l'heure et qui est facilement transportable au moyen d'une charrette tirée par un âne. À la fin de 2011, Shashamané, dans le sud de l'Éthiopie, comptait plus de 250 batteuses. Forte de ce succès, l'Agence pour la transformation agricole de l'Éthiopie a distribué 120 batteuses à des petits producteurs en 2012.

Grâce à un financement sur trois ans de la JICA, la SAA soutient des groupements de femmes en Éthiopie pour développer des entreprises durables de transformation alimentaire qui mettent l'accent sur la promotion de la nutrition, l'hygiène, des essais de qualité, et des activités de conditionnement et de promotion commerciale.

Au Nigéria, des groupements de transformation du riz et du manioc gérés par des femmes s'épanouissent en entreprises florissantes. En Ouganda, une femme a investi dans une machine à confectionner des chips de manioc qu'elle utilise pour valoriser ses opérations mais qu'elle peut aussi louer à d'autres transformatrices dans sa localité.

Soutenir l'adoption de nouvelles technologies

Le développement d'un système d'appui pour fournir des technologies appropriées et abordables et assurer les services d'entretien et de réparation correspondants, reste un problème. La SAA travaille avec les pouvoirs publics et d'autres agences de développement pour faciliter la promotion de meilleurs systèmes post-récolte. De nouveaux partenariats pour adapter et fournir des technologies ont été forgés en 2012. En Éthiopie, la SAA collabore désormais avec MIDI (Institut de développement des industries des métaux), le Centre de mécanisation agricole Asella, le Centre de mécanisation Jimma et SABG (Selam Awassa Business Group). En Ouganda, la SAA travaille avec l'Institut de recherche industrielle de l'Ouganda (UIRI), et au Nigéria, elle travaille avec le Département du génie agricole de l'Université Bayero de Kano (BUK). En partageant des ressources limitées entre les partenaires, le programme est en mesure d'aider les petits producteurs et transformateurs en leur fournissant les connaissances et le matériel nécessaires pour améliorer leurs processus.

PRAI continuera d'intensifier ses efforts de renforcement des capacités à l'intention du personnel de vulgarisation et des prestataires de services privés émergents pour toucher davantage de petits producteurs et les aider à améliorer la manutention après récolte de leurs produits.

THÉMATIQUE 3

Partenariats public-privé pour la fourniture de services de vulgarisation et l'accès au marché

Les incitations relatives à l'offre et la demande jouent un rôle important pour attirer des investissements de la part du secteur privé. Les sociétés d'approvisionnement en intrants agricoles et les prestataires de services commerciaux sont attirés par la masse critique de consommateurs au niveau communautaire, des organisations de producteurs bien structurées et la possibilité d'exemptions fiscales. D'un autre côté, des prix stables, l'expertise technique, les infrastructures, l'accès au crédit, des terres et des intrants agricoles améliorés sont des incitations fondamentales pour les producteurs. De même, un financement à long terme moyennant des coûts d'emprunt plus faibles, des producteurs motivés et bien structurés, des investissements publics stratégiques dans des chaînes de valeur déterminées, des infrastructures rurales et un approvisionnement en énergie sont les principales considérations pour envisager un investissement par les transformateurs et les acheteurs du secteur privé.

La thématique 3 a joué un rôle pivot dans la création d'occasions pour le secteur privé d'investir auprès des petits producteurs. Les activités de la thématique 3 comprennent l'élaboration de modèles financiers et commerciaux qui encouragent des partenariats pour soutenir la prestation de services de vulgarisation et l'accès aux marchés pour les petits producteurs ainsi que des modèles qui soutiennent les organisations paysannes dans leurs efforts de commercialisation collective. Des activités commerciales ont

été développées pour évoluer d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commercialement compétitive. On a aussi apporté des compétences commerciales aux principaux acteurs de la chaîne de valeur de la commercialisation agricole, y compris des négociants, des gestionnaires, des prestataires de services au village pour l'agronomie, des services de manutention post-récolte et des distributeurs d'intrants. Parmi les autres activités ont figuré :

- l'identification de prestataires de services qui peuvent faire office de personnes ressources ou d'organisations
- la réalisation d'enquêtes de commercialisation pour améliorer l'accès des producteurs à de nouveaux marchés
- la formation des distributeurs d'intrants pour améliorer l'accès des producteurs à de nouvelles technologies et de nouveaux intrants
- le renforcement des capacités des institutions financières (formelles et informelles) pour améliorer la prestation de services tout en renforçant l'aptitude des producteurs et des organisations paysannes à accéder aux services financiers disponibles et à les exploiter de manière efficace
- la création de relations commerciales équitables et mutuellement profitables entre négociants et agriculteurs au travers d'alliances sur les marchés de producteurs qui permettent aux uns et aux autres de comprendre leurs options de commercialisation et d'améliorer leur compétitivité.

Forger un partenariat gagnant pour tous avec des partenaires publics et privés pour soutenir les petits producteurs

Le programme SG 2000 s'est associé avec un certain nombre d'organisations publiques et privées pour soutenir les petits producteurs au Mali. Parmi celles-ci figurent le Directeur national de l'agriculture, l'Autorité de mise en valeur agricole du Niger supérieur, l'ambassade des Pays-Bas, les distributeurs d'intrants Ardencies et Toguna et le Programme alimentaire mondial (P4P). En Éthiopie, il s'agissait du ministère de l'Agriculture, de la Banque mondiale, de la Fondation Bill & Melinda Gates, d'Oxfam America, du Programme alimentaire mondial (P4P), de 2 compagnies semencières et de 14 coopératives. Le programme SG 2000 - Nigéria s'est associé à des Projets de développement agricole (PDA) dans cinq États et avec sept fournisseurs d'intrants agricoles, Sterling



Entreprise d'engraissement du bétail dans le woreda d'Aleta Wondo en Éthiopie

Thématique 3 – Résumé des réalisations en 2011/2012

PRODUITS/RÉSULTATS	2011	2012	CUMULÉS
Nombre de prestataires de services commerciaux formés	190	255	445
Nombre de producteurs bénéficiant des services des PSC	12 005	20 400	32 405
Nombre de nouveaux distributeurs d'intrants ayant renforcé leurs compétences commerciales	130	277	407
Valeur des intrants vendus par les distributeurs d'intrants	USD \$300 190	USD \$548 410	USD \$848 600
Nombre d'associations de produits de base soutenues	560	469	1029
Nombre de nouveaux formateurs d'associations de produits de base	0	27	27
Nombre de nouveaux marchés identifiés	14	18	32
Nombre de nouveaux plans d'activités rédigés	10	14	24
Nombre de nouveaux modèles d'agrobusiness élaborés	3	5	8
Nombre de nouveaux agriculteurs accédant à des marchés rentables	22 000	30 580	52 580
Valeur des échanges par les organisations paysannes/associations de produits de base	\$1,89 million USD	\$1,55 million USD	\$3,44 million USD



Bank, le programme USAID-MARKETs, l'Institut national de la recherche sur les produits stockés, l'Association des fournisseurs d'intrants du Nigéria et les sociétés Popular Rice et UMZA. En Ouganda, les partenaires englobaient les banques commerciales Equity, Centenary et Opportunity, le Uganda Development Trust, le Centre pour l'autonomisation agroalimentaire, 168 négociants, 78 distributeurs d'intrants, 3 sociétés semencières, Balton Uganda et Hangzhou Agro Chemicals, des brasseries est-africaines/EURCORD et l'Agribusiness Initiative Trust.

Rapprocher les services de vulgarisation et de fourniture d'intrants des petits producteurs

Le personnel des thématiques 3 et 1 ont dispensé des formations à 409 négociants et distributeurs d'intrants nouvellement installés pour qu'ils assument le rôle de vulgarisateurs auxiliaires. Du fait de cette formation, 128 distributeurs d'intrants et 20 négociants ont été en mesure de mettre en place des parcelles de démonstration des nouvelles technologies, apportant des messages de vulgarisation en première ligne aux producteurs, et ils ont pu vendre des intrants pour une valeur de 648 600 dollars US aux producteurs du Mali, de l'Ouganda et du Nigéria.

Comblent le vide entre les producteurs et les prestataires de services commerciaux

La SAA a soutenu la formation et le renforcement ultérieur des capacités des formateurs des associations de produits de base (FAP) qui contribuent à la promotion d'une commercialisation efficace et performante des produits agricoles et assurent les services requis par les agriculteurs pour produire des produits de qualité en quantité suffisante. Les FAP ont joué le rôle de prestataires de services commerciaux (PSC). Il leur fallait agir comme agents distributeurs d'intrants pour des fournisseurs de semences, comme courtiers pour des acheteurs et comme agents financiers pour mettre les banques en rapport avec des vulgarisateurs en vue de dispenser des services de vulgarisation.

Pour garantir la durabilité du projet, les FAP ont facturé une commission de 5 à 10 pour cent aux acheteurs sur la base du montant des produits ou des services qu'ils vendaient ou qu'ils dispensaient. En outre, la SAA a renforcé les compétences commerciales de 409 distributeurs d'intrants et 445 PSC privés, parmi lesquels figuraient des gestionnaires de magasins franchisés, des négociants, des compagnies semencières et des transformateurs. Tout au long de 2011 et 2012, 32 405 agriculteurs des quatre pays phares de la SAA ont bénéficié des prestations de services commerciaux de 27 FAP et 205 prestataires de services qui leur ont fourni des services de vulgarisation, des batteuses et des décortiqueuses ainsi que des services de stockage et d'usinage. En 2012, 15 133 agriculteurs ont accédé à des crédits représentant une valeur de 440 650 dollars US auprès de 18 prestataires financiers.

Accéder à des marchés rentables

Dans les pays phares, la SAA a soutenu la mise en place de 1 029 associations de produits de base nées de 27 organisations paysannes. La thématique 3 a renforcé leurs capacités au travers de formations et de mentorat. Elle y est parvenue en élaborant et en mettant en œuvre 24 plans d'activités et 8 modèles d'agrobusiness qui ont relié 27 organisations paysannes à 32 nouveaux débouchés. Les interventions ont créé des opportunités de marché à hauteur de 4 342 millions de dollars US et les agriculteurs ont pu fournir des produits aux marchés d'une valeur de 3,44 millions de dollars US. Ces producteurs ont reçu un prix majoré de 15 à 20 pour cent pour leur excédent grâce à la formation dispensée par les thématiques 1 et 2 dont ils avaient bénéficié pour améliorer leur productivité et la qualité de leurs céréales. Quelque 52 580 producteurs excédentaires ont été touchés au sein de la zone d'influence de la thématique 3. La thématique 3 a également assuré le renforcement des capacités de 71 groupements de femmes en développant leurs compétences commerciales et en améliorant leur accès au crédit et aux marchés.



Entreprise d'apiculture dans le woreda d'Aleta Wondo en Éthiopie

SAFE 4/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

SAFE (Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation) est une organisation gérée indépendamment de la SAA. SAFE est actuellement présent dans neuf pays, y compris les pays phares de la SAA. Dans les pays phares, pendant les deux années considérées par ce rapport, quatre universités supplémentaires – deux en Éthiopie (Bahir Dar et Mekelle) et deux au Nigeria (Adamawa et Illorin) – ont inauguré un programme de licence à l'intention des professionnels de vulgarisation en milieu de carrière à compter de la rentrée universitaire 2011/12. L'Université de Mekelle a devancé les plans du SAFE en utilisant ses propres ressources. Ce point est peut-être une leçon importante pour les autres universités. Compte tenu de la demande énorme pour la formation du personnel de vulgarisation en milieu de carrière, les universités devraient être capables d'utiliser leurs propres ressources pour lancer le programme, comme elles le font pour les programmes ordinaires.

Sur cette base, quatre universités supplémentaires en Éthiopie (l'Université d'Ambo, l'Université d'Arba Minch, l'Université de Jimma et l'Université de Wollo) ont été approchées et encouragées à démarrer le programme de leur propre chef, et de fait, elles se préparent à ouvrir le cycle en 2013.

Le nouveau programme d'études orienté sur la chaîne de valeur a été lancé dans certaines universités des quatre pays phares de la SAA. Alors que l'ancien programme était axé sur

la production, le cursus révisé comporte un élément important en rapport avec la valeur ajoutée.

SAFE a poursuivi son implication dans le projet de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG) en Éthiopie. Dix-sept centres de ressources en vulgarisation (ERC) ont vu le jour en 2012 dans des woredas (districts) et un Centre d'enseignement professionnel et technique en agriculture (ATVET). Tous les ERC sont connectés à l'Internet pour permettre aux agents de développement (AD) et aux techniciens spécialisés (TS) d'accéder aux toutes dernières informations agricoles. Il est possible d'accéder au site web grâce au lien suivant : www.sg2000ethiopia.org. Plus de 50 membres du personnel des ERC (des AD et des TS) ont été formés aux TIC.

Mise en œuvre et formation

La rédaction de modules de formation destinés aux agriculteurs éthiopiens sur la chaîne de valeur de 14 produits de base qui ont été identifiés durant des enquêtes de terrain dans le cadre du projet de la FBMG a démarré en 2012. Un module sur le soja pour former les agriculteurs est en cours d'élaboration en Ouganda. Cette culture a été choisie parce qu'elle est potentiellement viable en Ouganda. Une fois les modules prêts, des tests sur le terrain seront réalisés. Les AD et les TS, et par la suite les agriculteurs, recevront une formation basée sur les différents modules.

Beaucoup de femmes professionnelles éprouvent des difficultés



Étudiantes en milieu de carrière au Nigéria



à quitter leurs responsabilités familiales pendant des périodes prolongées pour passer du temps à l'université. De même, les employeurs rechignent à libérer leur personnel pendant de longues périodes continues. SAFE s'efforce donc de trouver des solutions à ces contraintes en ayant recours à d'autres méthodes d'enseignement (formation à distance, cours en alternance, cours d'été et week-end) et en tirant parti de la couverture toujours croissante assurée par les TIC. C'est dans cette optique que l'Université de Makerere a lancé son programme de formation à distance en septembre 2012 et 51 candidats ont été admis au programme. Toutes les autres universités, que ce soit en Éthiopie, au Mali ou en Ouganda, ont produit des modules en 2012 et se préparent à lancer un programme de formation à distance.

L'inscription des étudiants a continué de croître dans les 11 collèges et universités engagés dans le projet SAFE des quatre pays phares de la SAA. Le nombre total de bénéficiaires est passé de 1 500 en 2011 à plus de 1 800 en 2012. Les taux d'inscription croissants aux universités témoignent de la forte demande du programme et de sa pertinence. Toutes les universités ont fait des efforts louables pour recruter des femmes durant l'année universitaire 2011/12. C'est l'Université d'Hawassa qui a enregistré le plus fort taux d'inscriptions de femmes (62 pour cent). L'Université Bahir Dar a atteint un taux d'inscriptions de 42 pour cent, ce qui est tout à fait remarquable puisqu'il s'agit d'un tout nouveau programme. Les étudiants du programme SAFE obtiennent d'excellents résultats, ce qui confirme qu'ils travaillent très dur tout au long de leur participation au programme.

En reconnaissance de ses éminentes réalisations, l'Université d'Hawassa en Éthiopie a décerné à Yohei Sasakawa, Président de la Nippon Foundation, le titre de « Docteur Honoris Causa en Développement Agricole » durant la cérémonie de remise des diplômes organisée le 14 juillet 2012 sur le principal campus universitaire. L'Université de Cape Coast (UCC), Ghana, avait été la première institution faisant partie de SAFE à honorer M. Sasakawa (Doctor Honoris Causa) en 2000.

Stages Supervisés d'Entreprise

En 2012, les étudiants de SAFE ont réalisé plus de 200 (SEP) Stages Supervisés d'Entreprise avec les communautés rurales. Ces projets visaient à résoudre les problèmes spécifiques liés à la chaîne de valeur rencontrés par les agriculteurs. Les étudiants collaborent avec les agriculteurs dans la conception de ces projets, ainsi que la recherche des solutions et la mobilisation des ressources pour leur mise en œuvre. Des professeurs de différents départements ont pris part à la planification et la supervision des SEP. En Éthiopie, dix étudiants en milieu de carrière ont reçu un appui financier du projet FBMG pour exécuter leur SEP sur des sujets touchant à la chaîne de valeur. Le personnel de terrain du programme SG 2000 a également supervisé les SEP des étudiants.

Un atelier de planification et de mise en œuvre des SEP a été organisé au Ghana à la demande des nouvelles institutions de SAFE (ayant rattaché le programme SAFE après 2010). Des délégués des Universités d'Ilorin, d'Adamawa, de Bahir Dar, de Mekelle et d'Haramaya ont participé à l'atelier. L'Université de

Cape Coast a fait part aux participants de sa longue expérience dans le domaine de la mise en œuvre des SEP. Un atelier de sensibilisation a également été organisé à l'Université d'État d'Adamawa à l'intention des institutions nigérianes faisant partie du programme SAFE.

Les partenaires du programme au Mali ont décidé de créer un comité consultatif, qui apportera son soutien au programme SAFE en général et à la supervision des SEP en particulier. La principale mission de ce comité sera de discuter et de prodiguer des conseils sur la façon de faire progresser le programme SAFE, notamment sa durabilité.

Organisations paysannes

Le renforcement des organisations paysannes visant à les aider à surmonter les défis auxquels elles sont confrontées est devenu primordial. Suite à l'expression d'intérêt de M. Sasakawa envers un soutien au développement d'organisations paysannes robustes et durables, SAA et SAFE ont amorcé un nouveau programme qui vise à développer les organisations paysannes au Mali, en Éthiopie, au Nigéria et en Ouganda. Dans ce contexte, des études de cas et de faisabilité ont été réalisées dans les quatre pays durant 2012.

Les objectifs de ces études étaient de :

- Comprendre les facteurs d'échec et de réussite des organisations paysannes
- Identifier et proposer des options pour le développement d'organisations paysannes viables
- Identifier des structures organisationnelles et de gestion appropriées pour les organisations paysannes
- Identifier les besoins en capacités

Les études ont révélé que les avantages que chaque membre individuel tire de son adhésion déterminent le succès des organisations paysannes. Ceci dépend largement de la rentabilité des entreprises commerciales dans lesquelles les organisations paysannes sont engagées. Les consultants ont donc recommandé que le programme SAA/SAFE veille à ce que les entreprises promues aient le potentiel d'apporter des



Des AD et des TS consultent Internet dans les centres de ressources en vulgarisation (ERC) aménagés en Éthiopie

SAFE 4/THÉMATIQUE 4 :

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE)

avantages économiques aux agriculteurs. Cela implique que le choix d'une entreprise devrait donner lieu, au préalable, à une analyse des coûts-avantages. Par conséquent, des études de faisabilité des produits de base ont été commanditées dans les quatre pays afin de générer des profils de filières économiquement viables et orientées vers le marché. Les études de faisabilité des entreprises étaient propres au contexte et à la situation locale. Les conclusions et les recommandations des études sont maintenant utilisées dans le cadre du processus d'exécution.

Atelier technique régional

Un atelier technique régional pour l'Afrique de l'Ouest intitulé « Créer, développer et partager des modules par voie électronique » a été organisé en mars 2012 à Porto-Novo (Bénin) avec la participation de 45 délégués d'universités et collèges partenaires d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Les participants ont échangé leurs expériences concernant la mise en œuvre du programme SAFE. Ils ont procédé à une analyse critique de leurs divers efforts en vue d'intégrer la chaîne de valeur dans les programmes et ont visité une chaîne de production intégrée au Centre Songhaï, un modèle de mise en œuvre de l'approche chaîne de valeur dans le domaine agricole. Les participants ont également appris à créer, développer et mettre en commun des modules par voie

électronique par le biais d'un site web ou de divers outils TIC. À la fin des quatre jours d'échanges et de débats, les participants ont formulé les recommandations suivantes, à savoir :

- Établir un réseau de formation au sein des institutions de formation
- Développer des supports pédagogiques pertinents et installer la technologie requise pour la formation à distance
- Introduire l'approche chaîne de valeur au personnel enseignant des différents départements des universités et collèges
- Élaborer des cours de rattrapage pour les candidates ayant des difficultés et offrir des incitations supplémentaires aux femmes, ainsi que des bourses, afin d'accroître leur participation
- Appliquer l'expérience du Centre Songhaï à d'autres universités et collèges partenaires

Si ce rapport, comme indiqué, s'est concentré sur les activités dans les quatre pays phares de la SAA, il existe aussi des programmes SAFE au Ghana, en Tanzanie, au Bénin, au Burkina Faso et au Malawi. À la fin de 2012, plus de 4 000 professionnels de vulgarisation en milieu de carrière ont bénéficié du programme dans 17 universités et collèges à travers l'Afrique (*voir table*).

Statistiques concernant les étudiants inscrits au programme SAFE de 1993 à 2012 (À partir de juillet 2012)

Universités/ Collèges et pays participant au programme SAFE	Diplômés			Inscrits			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	330	93	423	45	8	53	476
Collège agricole de Kawadaso, Ghana (Diplôme)	385	77	462	67	8	75	537
Haramaya, Éthiopie (Licence)	342	52	394	49	21	70	464
Hawasa, Éthiopie (Licence)	101	15	116	51	27	78	194
Makerere, Ouganda (Licence)	115	73	188	128	77	205	393
Sokoine, Tanzanie (Licence)	474	124	598	206	84	290	888
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	112	17	129	65	10	75	204
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	58	19	77	39	11	50	127
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	99	11	110	32	8	40	150
Université Bayero, Nigéria (Licence)	62	5	67	63	3	66	133
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	73	8	81	60	16	76	157
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	55	14	69	44	7	51	120
Collège Bunda, Malawi (Diplôme)	32	10	42	15	5	20	62
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	-	-	-	18	14	32	32
Université de l'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	-	-	-	19	5	24	24
Université d'Ilorin, Nigéria (Licence)	-	-	-	10	5	15	15
Mekelle, Éthiopie (Licence)	-	-	-	35	5	40	40
SOUS-TOTAL	2 238	518	2 756	946	314	1 260	4 016
BOURSES	Diplômés			Inscrits			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Diplôme	6	-	6	-	-	0	6
Licence	29	3	32	-	-	0	32
Maîtrise	51	8	59	2	-	2	61
Doctorat	4	1	5	2	4	6	11
SOUS-TOTAL	90	12	102	4	4	8	110
TOTAL GÉNÉRAL	2 328	530	2 858	950	318	1 268	4 126

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

La thématique (SEA&D) a débuté en 2011 et elle a été intégrée dans le Plan stratégique de la SAA pour 2012-2016. SEA&D entend impulser les programmes fondés sur la preuve de la SAA en couvrant l'ensemble de la chaîne des opérations de SEA&D.

Institutionnaliser la thématique SEA&D

SEA&D a progressivement été institutionnalisé à mesure que les concepts et procédures ont été finalisés. En Éthiopie, il existe un projet mixte SEA&D de Cadre pour le renforcement des services de vulgarisation agricole en Éthiopie (SAEDE) qui est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates. SEA&D s'est associé avec les départements de S&E du Directeur national de l'agriculture au Mali et divers Programmes de développement agricole au Nigéria. L'Ouganda a organisé deux ateliers de planification et de bilan annuel pour la thématique SEA&D ; quant à l'équipe SEA&D du Nigéria, elle couvre à présent l'État de Gombe. Ces efforts ont permis de renforcer les capacités et d'accroître le sentiment d'appropriation de la thématique SEA&D.

Évaluation des besoins

L'Éthiopie a réalisé une pré-évaluation de 128 Centres de formation agricole pour le projet SAEDE puis une évaluation des besoins de 1 496 producteurs et de 350 agents de développement en 2011. Les technologies améliorées en matière de transformation du lait, d'engraissement du bétail et de production de légumes sont extrêmement prisées. En Ouganda, des évaluations ont couvert le district de Ntungamo en 2011 et ceux de Gulu, Oyam, Nakaseke, Mityana, Jinja, Mukono et Lira en 2012. Ils ont identifié les principales contraintes comme étant un manque de semences de qualité et de technologies PRAI adéquates, les ravageurs et les maladies ainsi qu'un accès au marché médiocre. Au Nigéria, une évaluation des besoins a été entreprise dans l'État de Gombe en 2012. Les évaluations permettent de mieux comprendre les besoins et les priorités des agriculteurs et veillent à ce que les interventions de SG 2000 soient impulsées par la demande.

Enquêtes de référence et valeurs repères

Des enquêtes de référence ont été effectuées en 2011 afin de déterminer les données repères pour les évaluations d'impact. L'année de référence était 2010. L'enquête a porté sur 1 652 ménages en Éthiopie, 868 au Mali, 540 au Nigéria et 1 155 en Ouganda. En Éthiopie, 77 pour cent des agriculteurs ont planté des variétés de semences locales et la productivité des principales cultures céréalières a été inférieure à deux tonnes/hectare. L'utilisation d'engrais s'élevait en moyenne à environ 50 kg/ha pour le DAP et 37 kg/ha pour l'urée – le taux recommandé est de 100 kg dans les deux cas. Au Mali, seuls 20 pour cent des chefs de famille bénéficient d'une éducation formelle, 6 pour cent sont des femmes et la production agricole est la principale occupation et source de revenu de plus de 90 pour cent des ménages. Les enquêtes de référence au Nigéria ont révélé que 58 pour cent des chefs de famille pouvaient se targuer d'une éducation formelle, 43,3 pour cent utilisaient des engrais organiques et 39,5 pour cent utilisaient des semences améliorées. La méthode de stockage la plus répandue (60,9 pour cent) est la conservation des sacs à l'abri ; 10 pour cent seulement des familles agricoles ont eu recours à un crédit

Directeur thématique :
Justine Wangila



Suivi au village de Kakoli dans la région de Mopti, au Mali durant le premier trimestre de 2012

officiel. En Ouganda, la taille des parcelles était comprise entre 0,4 et 1,4 hectare. Les cultures sont la principale source de revenu pour 55,1 pour cent des familles ; les SACCO (sociétés d'épargne et de crédit) sont la principale source de crédit et l'insécurité alimentaire tourne autour de 60 pour cent.

Suivi

Le suivi des résultats est entrepris tous les trimestres afin de faciliter une prise de décisions éclairée en temps réel. La mise en œuvre de la thématique Amélioration de la productivité agricole (APA) s'est renforcée en 2012 malgré quelques difficultés concernant la gestion des démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) et l'apparition de parcelles d'essai de production chez les producteurs en Éthiopie. Si les batteuses polyvalentes ont donné de bons résultats, les coopératives de femmes ont besoin d'un complément de formation en gestion. Au Mali, le personnel du ministère de même que les producteurs ont apprécié les efforts de vulgarisation pour l'APA mais il subsiste des difficultés, notamment la léthargie des comités de développement de village et l'accès au foncier par les femmes. Au Nigéria, la vulgarisation agricole est appréciée, hormis la taille des parcelles de démonstration. Entre-temps, un investissement élevé en capitaux entrave l'utilisation des technologies PRAI et les femmes ont besoin de renforcer leurs compétences d'entrepreneuriat. En Ouganda, plus de 80 pour cent des producteurs interrogés confirment que la vulgarisation a amélioré leurs connaissances et leurs compétences en agronomie, accru leurs rendements et réduit les pertes post-récolte. Toutefois, le séchage des produits reste problématique. Le pouvoir d'achat et le caractère abordable des technologies constituent des contraintes pour leur adoption. Le suivi de la production en Ouganda comprend désormais une base de données relationnelle MS ACCESS, parallèlement à un Système de suivi en ligne de la mise en œuvre (WIMS), dans le cadre du développement des systèmes de SEA&D.

Évaluation

Une évaluation de l'approche de vulgarisation de la thématique APA du programme SG 2000 a été entreprise en 2012. En Éthiopie, la simplification de l'approche par plateformes d'apprentissage agricole a permis aux agents de développement (AD) de transférer leurs compétences de manière efficace aux

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

producteurs, qui utilisent beaucoup la technique de semis en lignes du teff et du blé. Il existe une bonne collaboration entre le personnel de vulgarisation et le programme SG 2000 - Mali où les démonstrations de technologies se révèlent pertinentes et utiles pour les producteurs. Les WAD encouragent la cohésion au sein des groupements de femmes et entre eux, mais la durée des démonstrations et la médiocrité des systèmes d'approvisionnement en intrants constituent encore des difficultés. Au Nigéria, l'approche par vulgarisation de l'APA a contribué à un accroissement de la productivité et du revenu des producteurs. La participation des jeunes à l'agriculture est minimale et l'implication des femmes est particulièrement faible dans l'État de Jigawa. Les responsables ont estimé que les technologies de vulgarisation agricole du programme SG 2000 et les parcelles de démonstration ne correspondaient pas à celles de l'État de Jigawa. En Ouganda, 94 pour cent des vulgarisateurs interrogés ont compris comment mettre en place des parcelles de démonstration. Parmi les technologies populaires figuraient des semis en ligne et en temps voulu, un espacement correct et une application d'engrais et de pesticide avertie. Les évaluations permettent de mieux comprendre la pertinence, l'utilité et le caractère durable des interventions.

Évaluations d'impact

Les résultats des études réalisées en 2011/12 ont révélé que la SAA/SG 2000 a contribué sensiblement à l'émergence du riz en Éthiopie et en Ouganda. En Éthiopie, l'utilisation de batteuses polyvalentes a augmenté et transformé les systèmes d'assolement – mais elle exige un investissement initial élevé. Vingt-deux pour cent du total de la production

agricole est vendu et l'étude a révélé que 23 pour cent des producteurs sont tournés vers le marché tandis que 44 pour cent sont des agriculteurs de subsistance. Au Mali et en Ouganda, la participation des parties prenantes, la gestion commerciale et la productivité des entreprises ont contribué au succès des Centres associatifs multiservices (OSCA) et Niet@Kenes. Au Nigéria, les compétences d'entrepreneuriat et de tenue de registres sont importantes pour les entreprises agroindustrielles dirigées par des femmes. Les résultats suggèrent que les interventions exercent un impact à différents degrés.

Apprentissage et dissémination

Les résultats des études ont été distribués par le biais de rapports, d'ateliers, de discussions informelles, de journées champêtres, de salons agricoles nationaux et de foires commerciales. Le personnel de SEA&D a participé à divers rencontres nationales et internationales auxquelles il a présenté ses résultats et l'équipe a publié une partie de ses travaux. Les documents préparés par SEA&D figurent sur l'espace SIM de la SAA et sur le site web de la thématique SEA&D.

Plan stratégique

2011 et 2012 nous ont permis de dégager un amas de preuves et il nous appartient à présent d'étoffer ces données probantes. Cette tâche est portée au Plan stratégique de la SAA. SEA&D a contribué au Plan stratégique, notamment du point de vue de sa couverture spatiale et de sa portée, des opportunités potentielles, des risques, des forces et des faiblesses.



Un chargé de programme SEA&D recueille les impressions d'une agricultrice de Diomaténé dans la région de Sikasso, au Mali



SG 2000 Éthiopie travaille en étroite collaboration avec des partenaires de développement à l'amélioration des prestations de services de vulgarisation pour permettre aux agriculteurs d'accéder et de bénéficier de technologies agricoles améliorées. Sept projets ont été mis en œuvre, y compris son projet phare, financé par la Nippon Foundation. Au rang des autres projets figurent le Programme alimentaire mondial (P4P) – projet en collaboration de la SAA ; le Renforcement des prestations de vulgarisation agricole en Éthiopie (SAEDE), financé par la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG) ; le Projet des entreprises féminines et de promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées au Tigré, financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ; le Projet de dissémination du maïs à forte teneur en protéines, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), par le biais du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) ; et le projet en collaboration ATA-SG 2000 Éthiopie pour l'émancipation des femmes.

Amélioration de la productivité agricole

La principale activité dans le domaine de l'amélioration de la productivité agricole a été l'établissement de plateformes d'apprentissage agricole (PAA). Des PAA ont été mises en place dans 10 régions, 43 woredas (districts) et 163 centres de formation agricole (CFA). Un CFA couvre environ 1 000 foyers agricoles. Dans le cadre de la nouvelle approche par la vulgarisation agricole, les composantes des PAA comprennent la formation d'agriculteurs, d'agents de développement (AD), de techniciens spécialisés (TS) et d'autres experts dans l'établissement de parcelles de démonstration (TOP, WAD, PTP et CVP) et l'organisation de journées champêtres. Un total de 11 432 agriculteurs (8 751 hommes et 2 681 femmes), 898 AD et superviseurs, 452 TS et 106 agents officiels ont été formés. La formation s'est axée sur l'amélioration de la productivité agricole, les pratiques d'élevage et l'apiculture. Une dizaine de manuels de formation ont été préparés et distribués aux participants.

Après quoi, un total de 719 TOP, 2 214 WAD, 8 378 PTP et 185 CVP a été mis en place dans les champs des producteurs et les CFA. Chaque TOP, WAD et PTP rassemblait 10 à 15 agriculteurs pour découvrir et partager des informations. Des démonstrations couronnées de succès, notamment dans le domaine des semis directs de teff et de blé, ont été observées par les agriculteurs, les décideurs et les experts. Quelque 60 900 participants ont assisté à des journées champêtres, dont 49 330 hommes et 11 570 femmes.

Systèmes post-récolte et agroindustrie

L'axe principal de ce programme est la démonstration des technologies post-récolte et agroindustrielles, en renforçant les capacités des AD/TS à vocation de formateurs, qui se chargent de la formation de fabricants, prestataires de services, opérateurs d'engins et groupements d'agrotransformatrices.

Durant la période à l'étude, 50 PHELP ont été mises en place, 47 démonstrations ont été réalisées et 4 journées champêtres ont été organisées. Bien que les informations concernant les usagers des technologies soient limitées à certaines PHELP



Gestion du teff d'une parcelle à option technologique dans le champ d'un producteur

et coopératives, 1 070 producteurs ont utilisé des batteuses polyvalentes empruntées à des PHELP pour battre 1 046 tonnes de grains. Soixante-deux producteurs ont utilisé les décortiqueuses à maïs de quatre coopératives primaires pour décortiquer 429 tonnes de maïs ; deux coopératives ont utilisé trois nettoyeuses à grains pour nettoyer 480 tonnes de maïs. Plus de 1 830 personnes ont utilisé des rizeries pour polir 235 tonnes de riz.

Une formation aux techniques de stockage et de manutention post-récolte a été donnée à 697 vulgarisateurs. Dix-huit techniciens recrutés auprès des secteurs public et privé ont été formés à la fabrication et 43 à la réparation et l'entretien, en plus de 231 opérateurs qui ont reçu une formation pour leur apprendre le fonctionnement et le maniement des engins PRAI. Des formations des formateurs (FdF) ont assuré la formation de 5 203 producteurs. Cinq fabricants locaux ont fourni 250 batteuses polyvalentes, 37 égreneuses à maïs motorisées et 325 manuelles et 11 rizeries à des particuliers, des groupements d'agriculteurs ou des coopératives agricoles à vocation de prestations de services.

En outre, 22 entreprises d'agrotransformation (13 centres de transformation de céréales et 3 centres de transformation du lait pour les femmes et 6 centres de transformation de riz pour des coopératives agricoles) ont été établies ou renforcées. Des formations FdF ont été organisées pour 79 membres du personnel de partenaires et un total de 629 femmes ont pris part à des séances de formation. Des ateliers de sensibilisation aux questions de parité hommes-femmes ont aussi été organisés pour 896 membres de coopératives et leurs époux ou épouses.

Partenariat public-privé et accès au marché

Les capacités et l'accès au marché des petits producteurs ont été développés en utilisant un modèle commercial et financier réaliste et des études de marketing. La thématique 3 a aussi apporté un appui didactique aux distributeurs d'intrants pour améliorer l'accès des producteurs aux nouvelles technologies et

à des approvisionnements fiables en intrants et elle a soutenu la formation de Formateurs des associations de produits de base (FAP). Trente-six associations de produits ont été mises en place dans sept woredas et huit FAP ont été recrutés.

La production de semences communautaires, et le renforcement des liens entre chercheurs, vulgarisateurs et fournisseurs d'intrants, ont effectivement été entrepris dans les zones de projet. Une formation technique a été organisée pour 256 agriculteurs, 79 AD et 162 TS concernant la multiplication de semences communautaires. Cette formation a porté sur la multiplication de semences de qualité pour le maïs, le blé et les légumineuses. Dans le cadre du renforcement des opportunités agrocommerciales à l'intention des coopératives, des études de marché sur six coopératives ont été réalisées afin d'identifier des débouchés.

Neuf prestataires de services financiers (PSF) des États d'Oromia, d'Amhara, du Sud, d'Harari, du Tigré, de Somali, de Dire Dawa, de Beneshangul Gumuz et de Gambela ont été sélectionnés pour développer et tester des modèles commerciaux au niveau des CFA à l'intention des petits producteurs. Actuellement, une dizaine de modèles commerciaux ont été élaborés et sont en cours de déploiement dans plus de 70 CFA dans le cadre d'un programme de garantie de prêt aux CFA.

Technologie de l'information et développement des ressources humaines

SG 2000 Éthiopie s'est embarqué dans une initiative en vue de renforcer les capacités des woredas de façon à ce que les responsables puissent accéder à des informations actualisées. L'objectif recherché est d'établir des centres de ressources de vulgarisation pour les woredas (WERC) – équipés d'ordinateurs et d'une connexion haut débit à l'internet. À ce jour 16 WERC et 4 centres de ressources au sein d'ATVET stratégiquement choisis (Chiro dans l'État d'Oromia, Wukro au Tigré, Woreta en Amhara et Alagae dans le Sud) ont été établis et renforcés. Un site web, www.sg2000ethiopia.org, a également été créé. Le centre de ressources bénéficiera du téléchargement de manuels, de documents de référence et des toutes dernières publications pour utilisation immédiate.

SG 2000 entre aussi dans l'ère de la technologie numérique verte (DG) et teste cette approche dans trois woredas du programme. La SAA, en collaboration avec Oxfam America et DG Inde, a dispensé une formation sur cette technologie à ses vulgarisateurs en première ligne. Il s'agit d'un outil qui pourrait se servir des techniques de production de vidéo pour diffuser les meilleures pratiques au niveau de la ferme, en permettant leur visionnage dans les ménages grâce à des batteries rechargeables et un matériel moins sophistiqué.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Le plan de mise en œuvre SEA&D, qui comprend une évaluation des besoins, une étude de référence et des enquêtes de suivi, a été élaboré. Les enquêtes ont été réalisées afin d'évaluer les besoins et les priorités des vulgarisateurs et des agriculteurs en termes d'innovations et de formation. Elles ont été effectuées dans 218 P/CFA, 218 kebeles dans 22 woredas et 10 régions d'Éthiopie. Un rapport détaillé d'évaluation des besoins



Démonstration d'une batteuse polyvalente – ici avec du sorgho

a été préparé à l'intention des CFA de projet dans chaque woreda. Les rapports d'évaluation des besoins sont aussi utilisés par les autres thématiques du programme SG 2000 pour concevoir leur plan d'action et prioriser leurs interventions. En 2011 et 2012, la collecte de données de base a été entreprise au moyen d'instruments/questionnaires structurés dans 129 kebeles de projet choisis au hasard et auprès de 1 652 ménages. Les données ont été analysées, les résultats des principaux paramètres ont été repris sous forme de tableau et un rapport de référence a été préparé. Un nouvel ensemble de données a été compilé et stocké au centre de données.

SEA&D Éthiopie a réalisé des études de suivi des produits et des résultats dans plusieurs sites de projet désignés du programme SG 2000. L'objectif premier de l'étude de suivi était de faire le point sur l'état d'avancement des activités de déploiement du programme SG 2000 et de technologies comme les TOP, WAD, PTP, batteuses polyvalentes, barattes ainsi que sur l'intégration des femmes agrotransformatrices. Des rapports de terrain détaillés sur les produits et les résultats ont été préparés et distribués aux équipes thématiques et à la direction du programme SG 2000. La thématique SEA&D a également conçu un système de suivi de la mise en œuvre en ligne qui permet de surveiller en continu le déploiement et l'impact des interventions du programme SG 2000. Le lancement du système de suivi en ligne est prévu pour 2013.

SEA&D a réalisé trois grandes études approfondies d'évaluation : une évaluation de l'approche par la vulgarisation agricole adoptée par le programme SG 2000 ; la dissémination, l'adoption et l'impact des batteuses polyvalentes promues par SG 2000 ; et une évaluation des programmes de formation antérieurs dispensés par SG 2000 dans le cadre du projet en collaboration PAM/SAA (P4P). Si les taux d'adoption sont encourageants pour certaines technologies promues par SG 2000, comme les batteuses polyvalentes ou les semis en ligne du teff et du blé, les études suggèrent que de nouvelles améliorations s'imposent dans la mise en œuvre du projet ainsi qu'un remaniement de l'approche par la vulgarisation agricole prônée par le programme.



Le Mali est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest ayant atteint l'objectif fixé par le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) d'attribuer 10 pour cent du budget national à l'agriculture. Par ailleurs, en octobre 2009, le gouvernement a adopté un programme national d'investissement dans le secteur agricole – la Loi d'orientation agricole – ayant pour cible de maintenir une croissance régulière de six pour cent de l'agriculture. Le Plan stratégique de la SAA soutient ces objectifs généraux tout en concentrant son attention sur les principaux problèmes d'actualité rencontrés par les petits producteurs maliens. Les domaines thématiques développés par la SAA durant 2011 et 2012 sont donc particulièrement pertinents.

Amélioration de la productivité agricole

Le nouveau Plan stratégique cible 100 000 petits producteurs et se concentre à la fois sur la sécurité alimentaire et sur les agriculteurs qui s'orientent visiblement sur les marchés. Durant 2011-12, 221 villages ont participé aux activités de la SAA relevant de l'APA. Aux rangs de celles-ci, on peut citer l'établissement de 221 plateformes d'apprentissage agricole (PAA). Parmi les différentes plateformes utilisées figuraient 221 parcelles à option technologique (TOP), 663 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) et 11 parcelles de variétés communautaires (CVP), 33 150 parcelles de test de production et 6 parcelles de production. En outre, 12 866 agriculteurs et 147 vulgarisateurs ont été formés aux techniques de gestion de la production agricole. En tout, 251 journées champêtres ont été organisées pour permettre aux agriculteurs d'évaluer les technologies mises en œuvre dans les PAA et prendre des décisions sur celles à adopter. Au niveau communautaire, les activités du programme SG 2000 sont gérées par des Comités de développement du village (CDV) afin de garantir leur durabilité. Toutes ces activités sont soutenues par des vulgarisateurs et des séances de formation intensive à l'intention de groupes d'agriculteurs.

Le programme de la thématique APA a touché 1 000 agriculteurs dans 23 villages et couvert 1 000 hectares en 2011. La superficie mise en culture a grimpé à 1 200 hectares et fait intervenir 937 agriculteurs en 2012. Des distributeurs d'intrants ont fourni des semences de variétés améliorées et des engrais minéraux. Des organisations paysannes ont utilisé le fonds tournant issu de la prime de commercialisation du millet en 2010 pour acheter des intrants de production. Toutefois, en raison de la piètre moisson de 2011, seuls 678 agriculteurs sur les 1 000 participants ont été en mesure de rembourser leurs crédits d'intrants.

Systèmes post-récolte et agroindustrie

La faiblesse des rendements et les pertes élevées post-récolte limitent actuellement la quantité nette de denrées disponibles pour nourrir la population malienne qui connaît un rapide essor. Entre 30 et 40 pour cent de la production de denrées alimentaires est perdue avant d'atteindre le marché. L'utilisation des meilleures pratiques en termes de systèmes post-récolte et d'agroindustrie peut contribuer à réduire la vulnérabilité des petits producteurs à l'insécurité alimentaire et accroître leur revenu. Le Plan stratégique cherche à faciliter

l'accès de 60 000 agriculteurs à de meilleures technologies post-récolte et agroindustrielles. Durant 2011 et 2012, 13 345 agriculteurs ont bénéficié de ces technologies.

De 2011 à 2012, 30 plateformes PRAI ont fourni du matériel aux agriculteurs, y compris 19 batteuses polyvalentes, 4 batteuses à riz, 15 décortiqueuses de riz, 273 décortiqueuses d'arachides, 756 bâches, 756 tamis, 3 000 palettes et 40 balances. Les plateformes ont été mises en place avec le soutien de la Nippon Foundation, l'AGRA, le Fonds international de développement agricole et l'ambassade des Pays-Bas au Mali. Des démonstrations à la ferme ont été organisées pour former les producteurs, évaluer la rentabilité technique et économique du matériel et contribuer à diffuser les technologies post-production retenues.

La Sasakawa soutient également des processus d'innovation post-récolte en améliorant les connaissances des agriculteurs, des vulgarisateurs, des opérateurs d'engins post-moisson, des fabricants et des prestataires de services. La SAA Mali cible 7 600 bénéficiaires directs et 49 245 bénéficiaires indirects par le dispositif de formations de formateurs. En 2011 et 2012, il était prévu de former 950 bénéficiaires directs et 6 000 bénéficiaires indirects. Ces chiffres comprennent 732 paysans qui bénéficient directement d'une formation post-récolte et 761 autres indirectement.

Les activités de la thématique PPP&AM impliquent le renforcement des liens de coordination institutionnels et de l'accès au marché grâce à un partenariat avec le secteur privé.



Nouvelle décortiqueuse d'arachides en service (Selingué)

Les organisations paysannes ont soutenu l'accès à la formation, aux technologies, aux ressources financières, aux services commerciaux et aux marchés. SG 2000 Mali a mis en place des magasins d'intrants au niveau des villages afin de faciliter l'accès des producteurs aux engrais, aux herbicides et aux fongicides. Entre 2011 et 2012, 23 magasins d'intrants ont été établis et 5 607 agriculteurs ont acheté 37 131 tonnes d'engrais minéraux pour une application sur 524 441 hectares. Les producteurs ont aussi acheté 5 660 litres d'herbicides et 2 450 sacs de fongicides aux magasins d'intrants. Les cultures ayant bénéficié de ces intrants sont le maïs, le millet et le sorgho. Les cibles fixées par le Plan stratégique sont les suivantes :

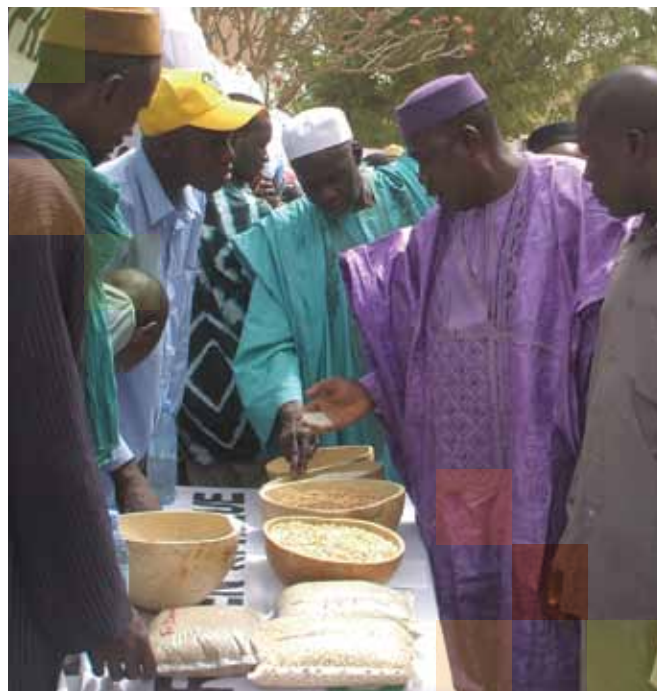
- Soutenir 300 organisations paysannes
- Organiser 250 séances de formation
- Mobiliser 50 000 dollars US pour financer des activités de production agricole
- Soutenir 1 000 services de développement commercial
- Renforcer les capacités des organisations paysannes à négocier 50 contrats et commercialiser collectivement 8 000 tonnes de produits alimentaires.

Développement des ressources humaines (DRH)

L'objectif général de la thématique DRH est de renforcer les capacités des professionnels de la vulgarisation pour qu'ils répondent aux besoins d'une plus vaste gamme de petits producteurs. Dans le cadre du renforcement des capacités des professionnels de vulgarisation, la LVA (Licence en Vulgarisation Agricole), un programme de licence sur 3 ans, a remplacé la licence en 4 ans pour les rentrées universitaires 2011 et 2012. Le cursus du programme a été remanié, neuf manuels d'enseignement ont été élaborés en attente de révision et quatre sont en préparation. D'autres activités ont porté sur la formation des professionnels en milieu de carrière, des projets supervisés en entreprise, l'appui aux villages technologiques, l'octroi de bourses, le soutien aux associations d'anciens élèves, le développement de projets et le travail en réseau avec l'Unité de modernisation de la vulgarisation et des services conseils (MEAS).

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Le but global de la thématique SEA&D est d'établir un système de gestion de l'information et des connaissances pour permettre une présélection, un essai préliminaire et une évaluation rapide des technologies candidates et des stratégies promues par la SAA. La modification de ces technologies et de ces activités de manière opportune en fonction des indications ressortant des données et des analyses est un aspect crucial du rôle de la thématique SEA&D. En 2011-12, le suivi a montré que 55,7 pour cent des adeptes de TOP étaient convaincus de disposer d'une bonne maîtrise des technologies introduites. Ces technologies ont été jugées très productives par 77,6 pour cent des adeptes de TOP et 81,3 des WAD. On a signalé que les technologies introduites ont augmenté les rendements de 88,3 pour cent des hommes et de 87,5 pour cent des femmes. Ces données ont été évaluées pour permettre de renforcer les capacités tout en concevant un système de SEA&D permettant de réaliser une étude de référence et une évaluation des besoins.



Bakary Togola, Président de la Chambre d'agriculture du Mali, examine des échantillons de céréales à la Bourse nationale aux céréales de Ségou

Symposium du souvenir :

Donnez leur chance aux agriculteurs

De hauts dignitaires du gouvernement malien, y compris le Premier ministre alors en fonction, Cissé Mariam Kaïdama Sidibé, et le ministre de l'Agriculture, Aghatam Ag Alhassane, ont pris part au symposium du 25e anniversaire à Bamako qui revenait sur la vision initiale des fondateurs de la SAA/ du programme SG 2000 – mais aussi tourné vers l'avenir, avec des sessions intitulées « De la recherche à la vulgarisation » ou encore « Repenser et redéfinir la vulgarisation ».

D'éminents collaborateurs de divers autres pays d'Afrique, comme Steve Obimpeh, ancien ministre de l'Agriculture au Ghana, et Zerubabel Mijumbi Nyiira, Ministre d'Etat en charge de l'Agriculture en Ouganda, ont rejoint des représentants de plusieurs organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG), du secteur privé et du monde des médias, pour examiner le rôle de la vulgarisation – et, au final, l'importance de la chaîne de valeur jusqu'au consommateur.



Yohei Sasakawa s'exprimant lors du Symposium : en partant de la gauche, l'ancien Président Soglo du Bénin, le Premier ministre du Mali alors en fonction, Cissé Mariam Kaïdama Sidibé et l'ancien Président Obasanjo du Nigéria.



L'agriculture, le plus gros secteur économique du Nigéria, représente près de 42 pour cent du PIB et emploie plus de 60 pour cent de la population active. La lente croissance de l'agriculture a donné lieu à une augmentation des importations de denrées et une plus grande insécurité alimentaire. Les ménages consacrent jusqu'à 70 pour cent de leur revenu à l'alimentation, pourtant quelque 50 pour cent des enfants de moins de cinq ans sont mal nourris.

Les femmes jouent un rôle prépondérant dans la production agricole, tout particulièrement la transformation des aliments, pourtant elles se heurtent à des obstacles de taille pour accroître leur productivité et leur niveau de vie. Récemment, le gouvernement a injecté plus de 133 milliards de nairas dans des programmes agricoles relevant du Projet de crédit agricole commercial de la Banque centrale du Nigéria à l'intention des producteurs commerciaux et des coopératives agricoles. La Banque centrale promeut aussi le Système nigérien de prêts agricoles à base d'incitation et de partage des risques (Nigeria Incentive-based Risk Sharing System for Agricultural Lending – NIRSAL), qui ôte le caractère risqué des prêts agricoles en incitant les institutions financières à accroître leurs prêts au secteur. Les pouvoirs publics se sont également procuré des intrants agricoles, comme des semences améliorées, des engrais et des produits agrochimiques, qu'ils ont distribués aux producteurs, assortis d'une subvention de 40 à 50 pour cent.

En 2011, les activités du programme SG 2000 se sont étendues aux États de Jigawa et d'Adamawa grâce à un financement, tandis que l'État de Gombe a rallié le programme en 2012, portant à trois le nombre d'États soutenant les activités de la SAA. Le programme USAID-MARKETS sur le maïs est passé de 5 000 agriculteurs en 2011 à 12 000 en 2012. Les thématiques 2 et 5 sont intervenues dans les États de Jigawa et d'Adamawa, tandis que les thématiques 1 et 3 étaient présentes dans chacun des six États où nous travaillons.

Amélioration de la productivité agricole

Des vulgarisateurs communautaires ont été formés lors des formations de précampagne, à raison de 161 en 2011 et 300 en 2012. En 2011, la thématique 2 a établi 2 309 parcelles d'essai de production (PTP), 278 TOP et 743 WAD pour la culture de céréales, de légumineuses et d'oléagineux. Les

chiffres correspondants pour 2012 sont de 2 286, 557 et 600. Des journées champêtres ont été organisées dans chacun des six États : 13 en 2011 et 24 en 2012. Trente-deux motos ont été achetées et distribuées à 32 vulgarisateurs débordés dans l'État d'Adamawa en 2011 sur la base d'un achat à crédit.

En tout, en 2011, 388 parcelles de démonstration de pois fourrager, de soja et d'arachide ont été mises en place sous la supervision de vulgarisateurs (355 en 2012) ainsi que 7 224 parcelles de démonstration satellites (8 916 en 2012), avec une supervision minimale des agents de vulgarisation, dans le cadre du projet N2Africa financé par la Fondation Bill & Melinda Gates. Le projet promeut l'utilisation d'inoculants rhizobium pour accélérer la nodulation, la fertilité du sol et les rendements des légumineuses comme le niébé et le soja. Le projet USAID-MARKETS, au travers de la SAA, a soutenu 5 000 producteurs de maïs en 2011 et 12 000 en 2012, par le biais d'une formation et d'une mise en relation avec des acheteurs de céréales. Les agriculteurs étaient responsables de leurs propres intrants. Le rendement moyen de maïs obtenu par les producteurs au cours des deux années considérées est de 4,5 tonnes/hectare.

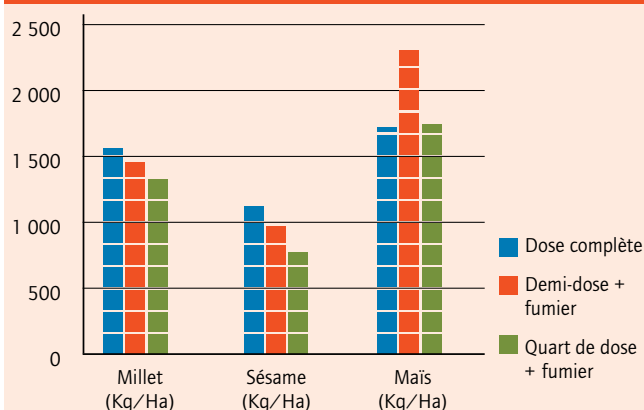
Systèmes post-récolte et agroindustrie

En 2011/2012, une formation en vue de renforcer les capacités des agriculteurs et des agrotransformateurs a été organisée sur les activités post-récolte et agroindustrielles afin de les aider à hisser leurs entreprises à des niveaux de compétitivité comparables. En 2011, 37 agrotransformateurs, 38 opérateurs d'engins agricoles, 45 vulgarisateurs, 3 fabricants et 3 mécaniciens ont été formés dans l'État d'Adamawa alors que, dans l'État de Jigawa, la formation a bénéficié à 102 agrotransformateurs, 2 opérateurs d'engins agricoles, 34 vulgarisateurs, 9 fabricants et 9 mécaniciens. De même, en 2012, 159 agrotransformateurs, 26 vulgarisateurs, 10 techniciens et 400 agriculteurs ont bénéficié d'une formation dans l'État d'Adamawa alors que les chiffres correspondants pour l'État de Jigawa sont de 136 agrotransformateurs, 32 vulgarisateurs, 24 techniciens et 822 agriculteurs. Dans l'État de Kaduna, 600 agriculteurs ont été formés dans le cadre du programme USAID/MARKETS. Des engins agroindustriels ont été identifiés, testés, vérifiés et fournis à des agriculteurs et ces derniers font désormais office de prestataires de services dans les États d'Adamawa et de Jigawa.

Vingt-huit individus ont bénéficié d'un prêt d'engins post-récolte pour fournir des services à leurs communautés et générer des revenus. Huit plateformes d'apprentissage de la vulgarisation des systèmes post-récolte ont été mises en place dans les États de Jigawa et d'Adamawa pour l'usinage de riz, l'extraction d'huile d'arachide et la transformation de manioc. En 2012, la thématique 2 (Systèmes post-récolte et agroindustrie) a travaillé avec des étudiants SEP du programme SAFE afin de prouver l'efficacité du stockage hermétique du niébé. Les résultats montrent que les dispositifs de stockage hermétique qui utilisent des sacs PICS sont efficaces et bon marché.

Des partenariats formels ont été forgés avec succès entre les secteurs public et privé. L'accent a été mis sur le renforcement des capacités des systèmes d'approvisionnement en

Rendements 2012 des Parcelles d'option technologique en fonction de l'application d'engrais dans l'État de Jigawa.



semences des petits producteurs et des agrobusiness privés, l'amélioration des relations institutionnelles, la promotion de liens avec le marché et la facilitation des services de crédit commercial pour les associations paysannes et les entrepreneurs. Quinze agroentreprises privées ont été sensibilisées à l'importance de l'appui à la vulgarisation agricole. Quelque 130 producteurs communautaires de semences ont bénéficié d'une formation et établi 205 hectares de semences de base, qui ont donné 36,07 tonnes de semences certifiées assorties en 2011, dont 1,5 tonne a été fournie à l'État de Jigawa.

Trois groupements agricoles dans l'État d'Adamawa ont été mis en rapport avec une société et se sont procuré 3,5 tonnes de semences assorties d'une valeur de 3 435 dollars. En 2012, trois plans d'activités agroindustrielles ont été élaborés concernant l'usage d'intrants, en conjonction avec une formation des agriculteurs qui a débouché sur une utilisation accrue des intrants de production par 15 000 producteurs. Un état des lieux des prestataires de services potentiels a été réalisé à l'intention des acteurs de la chaîne de valeur ; cela a permis l'identification de 12 sociétés de transformation du maïs et du riz qui ont ensuite été mises en relation avec des organisations paysannes pour la fourniture de grains. Cinq programmes de formation ont été dispensés en 2012 sur l'agroindustrie et la commercialisation, avec la participation de 6 formateurs d'associations de produits de base (FAP), 6 organisations paysannes, 12 transformateurs et 8 951 participants.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Pour institutionnaliser le SEA&D dans les activités de la SAA, des formations sur l'utilisation des appareils GPS, les techniques et méthodes de collecte des données, les méthodologies d'états des lieux villageois et d'études de marché ainsi que sur l'utilisation experte des GPS ont été dispensées dans les États de Jigawa et d'Adamawa. Une évaluation détaillée des besoins a été achevée dans l'État de Gombe en décembre 2012 et les données ont été recueillies et analysées pour permettre l'élaboration d'un rapport qui a été soumis. Un suivi de terrain déstructuré a été mené dans les États de Jigawa et d'Adamawa en mettant l'accent sur les activités de la thématique 3 (PPP) dans des zones désignées



desdits États. Un suivi-évaluation rapide des activités thématiques a été entrepris dans les États d'Adamawa et de Jigawa et les conclusions ont été distribuées à toutes les thématiques de la SAA. Une évaluation des approches, de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience des technologies de la SAA a été réalisée au Nigéria, couvrant 30 communautés (villages) dans 15 autorités locales respectives de l'État du Jigawa et de l'Adamawa ; trois ménages ont été contactés dans chaque communauté désignée, soit un total de 80 personnes interrogées dans les deux États.

En 2012, les travaux ont donné lieu à la signature d'un Memorandum d'accord (Mda) entre la SAA et le ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural en vue d'élargir les activités communes en appui aux petits producteurs tout en aidant à éliminer la pauvreté, à créer des emplois pour les jeunes Nigériens et à contribuer à la sécurité alimentaire nationale. Le Mda a été signé début 2013.



Démonstration du battage motorisé et manuel du maïs à l'intention des agriculteurs chefs de file dans le cadre du projet USAID/MARKETS



UGANDA Rapport national

Directrice nationale :
Roselline Nyamutale



Durant 2011 et 2012, des interventions de projet ont été déployées dans 18 districts, y compris certaines en partenariat avec Uganda Breweries Limited/ la Coopérative européenne pour le développement rural, dont le financement est axé sur le sorgho blanc ; l'Agribusiness Initiative (aBi) Trust qui porte sur l'amélioration de l'accès aux marchés des producteurs par le biais des Centres associatifs multiservices (OSCA) ; et le Programme alimentaire mondial (P4P) en appui à l'amélioration des systèmes PRAI. Tous faisaient partie de la mise en œuvre du processus de Plan stratégique.

La participation au salon agricole annuel de l'Ouganda a permis de garder le programme SG 2000 sous les feux de la rampe puisqu'il a pu démontrer de manière efficace l'approche par chaîne de valeur – tout en remportant le deuxième prix en 2011, et le premier prix en 2012, dans la catégorie des petits exposants. La manifestation a coïncidé avec la réunion du conseil d'administration de la SAA/SAFE organisée en Ouganda en novembre 2012.

Plusieurs membres du personnel ont rejoint l'organisation à cette époque, y compris la Directrice nationale, Roselline Nyamutale, en 2011, le Coordonnateur de la thématique Partenariats public-privé et accès au marché et quatre chargés de programme, un pour chacune des thématiques, sauf SEA&D.

Amélioration de la productivité agricole

En démontrant les meilleures pratiques et technologies pour accroître la production et la productivité des entreprises commercialisables, on contribue à sortir les petits producteurs des griffes de la pauvreté. En Ouganda, quelque 14 500 producteurs ont été touchés directement grâce aux plateformes d'apprentissage agricole (PAA) et aux démonstrations de terrain et, indirectement, grâce aux journées champêtres, dont les retombées en termes d'informations et de connaissances ont gagné les communautés de 12 districts, 32 sous-comtés et 133 paroisses. On a enregistré la mise en place de 384 parcelles à option technologique (TOP), 822 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) et 55 parcelles de variétés communautaires (CVP). Il ressort des données de rendements que des avantages tangibles ont été obtenus, y compris une productivité agricole accrue et une croissance des revenus. Trente-deux vulgarisateurs et 266 animateurs communautaires ont bénéficié d'une formation des formateurs (FdF) et ont pu, à leur tour, former des producteurs aux pratiques et technologies

agronomiques appropriées. Près de 4 000 parcelles d'essai de production (PTP) ont été établies.

3 391 participants (dont 41 pour cent de femmes) ont assisté aux journées champêtres, y compris le ministre d'État en charge de l'Agriculture, Zerubabel Nyiira, la Présidente du conseil de la SAA, Ruth Oniang'o, des élus de district, du personnel technique agricole, des représentants des sociétés semencières, des revendeurs locaux, des vulgarisateurs et des agriculteurs. Un meilleur accès des agriculteurs aux intrants agricoles a été stimulé par la formation de revendeurs d'intrants et par leur mise en relation avec des fournisseurs d'intrants agricoles. La demande croissante en intrants au sein des producteurs dans les districts d'intervention a conduit à l'établissement de magasins de revendeurs.

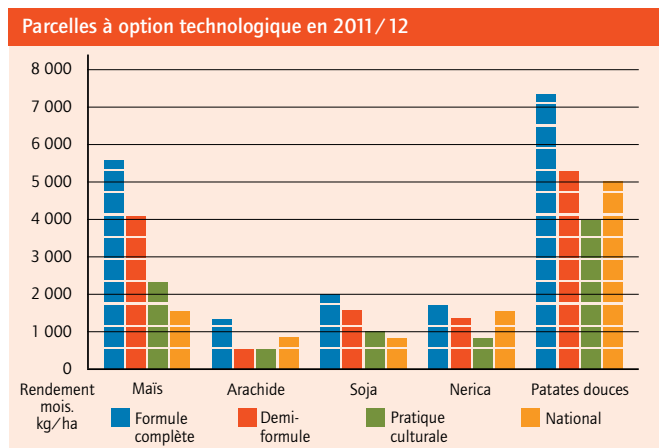
En collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (MAAIF), le CIMMYT (Centre d'amélioration du maïs et du blé) et la société semencière CAii, plus de 7 000 copies de documents de référence assortis – manuels de production agricole, affiches et brochures – ont été préparées et diffusées aux vulgarisateurs, animateurs communautaires, agriculteurs et distribuées lors du salon agricole national annuel de Jinja. Des documentaires télévisés et des programmes radiodiffusés ont permis à SG 2000 Ouganda de toucher un bien plus grand nombre de producteurs à travers le pays.

Systèmes post-récolte et agroindustrie

Deux cent soixante-quinze vulgarisateurs et animateurs communautaires ainsi que 90 négociants/formateurs d'associations de produits de base (FAP) ont bénéficié d'une FdF sur les pratiques et technologies PRAI. Ils ont à leur tour formé 3 952 producteurs, 12 gestionnaires de centres OSCA au fonctionnement et à l'entretien des engins PRAI, 12 techniciens locaux à la fabrication des machines ainsi que 19 maçons et 15 artisans à la construction de cribs. Douze mille copies d'affiches PRAI ont été préparées et distribuées à des vulgarisateurs et des producteurs. Une variété de technologies PRAI ont été démontrées, y compris des chariots utilisés pour convertir les égreneuses fixes à maïs motorisées et lourdes en égreneuses mobiles, une nettoyeuse et batteuse polyvalente, 30 égreneuses manuelles et 8 motorisées, y compris une égreneuse à maïs autopropulsée, une batteuse polyvalente, 2 machines motorisées pour confectionner des chips de manioc, 10 cocons à grains, 24 réservoirs de stockage en PVC, 20 sacs à grains ultra grand format, 13 séchoirs pliables, 25 cribs à maïs, et 2 aires de séchage.

Dix-sept balances installées dans des OSCA/plateformes d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte (PHELP) ont permis de réduire le taux de fraude chez les négociants, tandis que 8 humidomètres ont amélioré la qualité des produits. Cent dix-huit agrotransformatrices de petite envergure ont été formées à la gestion des entreprises, à l'agrotransformation, au contrôle qualité et à la confiserie en mettant un accent particulier sur le manioc en guise de principale matière première. À l'OSCA de Luwero, les stagiaires ont redynamisé la boulangerie et fabriquent des snacks destinés à la vente. Depuis 2012, ils ont gagné 465 dollars. L'OSCA de Pallisa continue de transformer de la farine de manioc de qualité et l'OSCA de Tororo fabrique de la pâte d'arachide et des conditionnements.

Un total de 95 engins PRAI a été acheté auprès des fabricants partenaires, y compris 10 machines à faire des chips de



manioc motorisées et 6 machines manuelles, 9 râpes à manioc motorisées, 4 presses à manioc, 11 mélangeurs d'ingrédients, 12 égreneuses à maïs manuelles, 6 décortiqueuses à maïs, 6 moulins à maïs, 11 égreneuses à maïs motorisées, 2 batteuses polyvalentes, 5 rizeries, une batteuse à riz, un broyeur à arachides, 2 décortiqueuses à arachides motorisées et 4 nettoyeuses de semences.

Sept PHELP/centres de services ont aussi prodigué des services aux agriculteurs. Plus de 25 000 agriculteurs ont accédé aux services dispensés par 25 prestataires privés PRAI en 2012. Les engins PRAI installés dans les PHELP et les OSCA ont généré 218 422 dollars US dans six centres. Les femmes ayant reçu des égreneuses manuelles dans huit districts ont pu améliorer la qualité du grain, généré un revenu et démarré des plans d'épargne et de crédit.

Amélioration des Partenariats public-privé et accès au marché

Une étude de marché a été réalisée pour identifier les marchés possibles et leurs exigences. Un répertoire de prestataires de services commerciaux fiables (BSP) a regroupé les services de 4 sociétés d'intrants chimiques, 3 sociétés semencières, 11 transporteurs, 10 fabricants de machines agricoles, 14 fournisseurs de machines agricoles et 7 acheteurs de produits. Les FAP promeuvent une commercialisation efficace et performante des produits agricoles et entretiennent des relations avec des acheteurs de plus grande envergure. Pour les services qu'ils rendent aux producteurs et aux acheteurs, ils prélèvent une commission de 5 à 10 pour cent.

Deux modèles ont été mis au point, le premier étant le modèle de fourniture d'intrants aux producteurs et le second, le modèle négociant-courtier villageois-agriculteur. En vertu de ce modèle, 24 revendeurs, y compris 8 FAP, ont été formés. Quatorze ont ouvert des magasins de revente au niveau local, accédé à des intrants d'une valeur de 82 408 dollars et distribué des intrants aux producteurs. Le plus résonnant succès a été une revendeuse dans le district de Ntungamo, qui a démarré ses activités en 2011 avec environ 755 dollars et qui dispose actuellement d'un capital de 2 830 dollars. Elle a remboursé son prêt de 2 000 dollars, rénové le magasin et inscrit ses enfants dans de meilleures écoles. Elle a l'intention d'ouvrir un deuxième magasin en 2013.

Le modèle négociant-courtier villageois-agriculteur est également supervisé par des FAP qui facilitent les interactions avec les marchés. En 2012, les FAP et les courtiers villageois ont animé six OSCA pour la vente en vrac de 1 678 tonnes de céréales et les ventes ont totalisé 117 458,83 dollars. Parmi les principaux acheteurs figuraient des écoles, des négociants en produits, des couvoirs, des fabricants d'aliments pour animaux, des industries spécialisées dans le mélange de nutriments pour animaux, venant parfois d'au-delà des frontières – Kenya, Rwanda ou Soudan. Les courtiers villageois ont gagné des commissions non négligeables. Les modèles sont jugés être auto-suffisants et ils permettent de balayer l'impression que les producteurs se font toujours flouer par les intermédiaires. Les FAP achètent au comptant aux producteurs, ce qui ne les empêche pas de réaliser un bénéfice sur la vente d'intrants. Les principaux partenaires de ces modèles sont aBi Trust, Savannah Commodities, Agro-Empowerment Centre, Equity Bank, Balton Uganda et Sanyu Feeds.

Sur la base des modèles qui précèdent, quatre OSCA sont



Râpage du manioc pour la confection de garri (agrotransformation du manioc) à Pallisa

actuellement en service. ZAABTA à Luwero a été le fer de lance de la redynamisation de l'agriculture sous le leadership d'un économiste diplômé et il a procédé à l'établissement de huit entreprises agricoles. Pour rehausser la participation féminine, 45 groupements de femmes ont été formés en sélection des entreprises, gestion des fonds, tenue de registres et ils ont démarré des plans d'épargne.

Institutionnaliser le suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Un atelier des parties prenantes organisé pour le lancement de SEA&D-Uganda a réuni des participants des Services conseils nationaux agricoles (NAADS), le MAAIF et les Coordonnateurs de district SG 2000. Les outils requis pour l'évaluation des besoins, les enquêtes de référence et le suivi des résultats ont été élaborés et testés, sous la houlette du Directeur thématique, et ils sont constamment utilisés pour la collecte des données. Une étude de référence a été réalisée en 2011 et des valeurs repères ont été établies pour le Plan stratégique de SG 2000 Uganda. Pour tirer des enseignements et les partager avec les producteurs et d'autres partenaires, on s'est efforcé de recueillir les réactions aux évaluations des besoins et aux enquêtes de référence.

Un certain nombre d'études approfondies ont été réalisées – y compris une intitulée « Utilisation et adoption des technologies PRAI diffusées pour la filière maïs ». Les résultats suggèrent que, malgré la formation et les démonstrations assurées, les taux d'adoption et d'utilisation restent décevants en raison du caractère peu abordable pour la majorité des petits producteurs. Une évaluation a révélé que les OSCA constituent une bonne approche pour organiser les agriculteurs et accroître leur accès aux marchés. Toutefois, divers problèmes économiques et de gestion ont eu un impact marqué sur leur durabilité. Les stratégies possibles pour résoudre ce problème comprenaient une approche de type secteur privé, reliant les OSCA aux institutions financières, avec un renforcement des capacités institutionnelles et des audits annuels.

PUBLICATIONS



Rapport annuel 2010



Nourrir l'Avenir, no. 27
Octobre 2011



Nourrir l'Avenir, no. 28
Octobre 2012



Hommage à Chris Dowsell
Janvier 2012

La SAA diffuse un certain nombre de publications, bulletins et vidéos dont vous trouverez la liste complète sur notre site web.

FAITS SAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS en dollars US 2011 (comptes apurés) et 2012 (non apurés*)

Association Sasakawa pour l'Afrique	2012	2011
Budget approuvé	10 283 315	7 315 367
Dépenses effectives	11 128 667	8 920 048
Recettes effectives	13 279 899	9 770 314
Solde en clôture de l'exercice	11 794 409	9 640 523
Détail des recettes		
Subvention de la Nippon Foundation	6 500 000	6 500 000
Subvention de la Fondation Bill & Melinda Gates	2 100 362	1 266 451
Subvention de la JICA	486 178	349 681
Intérêts	4 519	7 617
Taux de recouvrement	29 426	312
Autres	901 650	209 235
Autres subventions pour Mali/Nigéria/Ouganda	3 257 764	1 437 018
Détail des dépenses		
Programme-pays SG 2000	2 880 890	3 004 653
Éthiopie	513 046	(448 170)
Mali	776 109	(967 140)
Nigéria	677 078	(603 031)
Ouganda	914 657	(986 312)
Programme thématique	1 138 847	792 931
Amélioration de la productivité agricole	256 892	(250 044)
Systèmes post-récolte et agroindustrie	554 441	(283 177)
Partenariats public-privé et Accès au marché	129 546	(86 494)
Suivi-évaluation et apprentissage	197 968	(173 216)
Programme de groupe	2 125 497	2 394 924
Divers	28 617	830
Programme de partenariat avec la JICA	532 554	316 046
Programme FBMG	1 870 702	1 150 125
Mali/Ouganda/Nigéria	2 551 560	1 260 539

* Les comptes apurés définitifs pour 2012 ne sont pas encore disponibles

Remerciements:

Rédaction/Édition : Raitt Orr. Maquette et impression sous la direction de : B-Creative

SAFE	2012	2011
Budget approuvé	1 800 000	1 800 000
Dépenses effectives	1 956 146	1 712 067
Recettes effectives	1 800 632	1 800 474
Solde en clôture de l'exercice	508 154	663 667
Détail des recettes		
Subvention de la Nippon Foundation	1 800 000	1 800 000
Autres	632	474
Détail des dépenses		
Administration	654 855	584 279
Programme universitaire	242 953	256 448
Bourse	117 057	107 717
Winrock	388 325	353 917
Autres	552 956	409 706



Genève

D@G – Dialogues Geneva
C/O BHF
7-9, Chemin de Balexert
1219 Châtelaine, Genève
Suisse
jeanfreymond@gmail.com

Tokyo

Sasakawa Africa Association
4th Floor, The Nippon Foundation
Building
1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052, Japon
miyamoto@saa-safe.org

Addis Abeba

Sasakawa Africa Association
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P.O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie
JRwelamira@saa-safe.org



« *Nourrir l'avenir* »

Visitez le site web de la SAA: www.saa-tokyo.org

